



# REVUE DE PRESSE 2013

*JACQUES DELORS DANS LES MÉDIAS*

## **Interventions médiatiques 2013 de Jacques Delors, président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors**



### **Contact presse :**

Stéphanie Baz

Responsable communication et relations médias

[sbaz@notre-europe.eu](mailto:sbaz@notre-europe.eu)

+33 1 44 58 97 84

Date	Média	Type de média	Pays	Auteur	Titre
21/01/2013	Der Spiegel	Presse	Allemagne	Jacques Delors	Interview croisée : Jacques Delors et Joschka Fischer dans <i>Der Spiegel</i> sur l'anniversaire du Traité de l'Élysée
21/01/2013	Financial Times	Presse	Grande-Bretagne	Jacques Delors	"Europe: An uneven entente"
24/01/2013	Le Figaro	Presse	France	Jacques Delors et Sami Andoura	La France, pionnière d'une Communauté européenne de l'énergie
Fév. 2013	Revue de l'Union européenne	Presse	France	Jacques Delors	Pour une nouvelle relance du marché unique
01/04/2013	Huffington Post	Presse	France	Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini	"UE et croissance : trois pactes plutôt qu'un"
08/04/2013	La Provence	Presse	France	Jacques Delors	Réaction au décès de Margaret Thatcher
08/04/2013	RFI	Radio	France	Jacques Delors	Réaction au décès de Margaret Thatcher
25/04/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	Jacques Delors et António Vitorino	Budget de l'UE : les voies d'un accord
22/05/2013	Euractiv.com	Presse en ligne	UE	Jacques Delors, António Vitorino et Sami Andoura	"La Communauté européenne de l'énergie c'est maintenant"
22/05/2013	Le Monde	Presse	France	Jacques Delors, António Vitorino et Sami Andoura	"L'Europe de l'énergie c'est maintenant!"
22/05/2013	The New York Times	Presse	USA	Jacques Delors	Democracy, Jobs and Growth in Europe
28/05/2013	Syndicalisme hebdo	Presse	France	Jacques Delors, Sami Andoura et NE-IJD	"Une participation citoyenne requise"
30/05/2013	L'Express	Presse	France	Jacques Delors	Numéro anniversaire de L'Express
05/06/2013	Publico	Presse	Portugal	Jacques Delors	À l'occasion de sa conférence publique à Lisbonne
05/06/2013	Jornal de notícias	Presse	Portugal	Jacques Delors	À l'occasion de sa conférence publique à Lisbonne
05/06/2013	Diarios de noticias	Presse	Portugal	Jacques Delors	À l'occasion de sa conférence publique à Lisbonne
05/06/2013	SIC Notícias	Télévision	Portugal	Jacques Delors	Analyse de la place du Portugal dans l'UE
13/06/2013	Revue de l'énergie	Presse	France	Jacques Delors, António Vitorino et Sami Andoura	Tribune sur la politique énergétique
15/06/2013	Plusieurs titres de presse française	Presse	France	Jacques Delors	Jacques Delors grand témoin du forum européen du PS
26/08/2013	Les Échos	Presse	France	Jacques Delors	"Il faut un saut politique pour consolider le modèle social européen"

15/09/2013	Le Journal du Dimanche	Presse	France	Jacques Delors, Elisabeth Guigou, António Vitorino et Thierry Repentin	Europe : le débat c'est maintenant
16/09/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	Jacques Delors, Elisabeth Guigou, António Vitorino et Thierry Repentin	Europe : le débat c'est maintenant
01/10/2013	EurActiv	Presse en ligne	UE	Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini	"Germany and the EU: a new cycle?"
01/10/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini	Allemagne et UE : un nouveau cycle
10/10/2013	Ouest France	Presse	France	Jacques Delors	Réinventer l'Europe
10/10/2013	La Voix du Nord	Presse	France	Jacques Delors	"L'Europe ? La renaissance ou le déclin"
11/10/2013	France Inter	radio	France	Jacques Delors	Jacques Delors évoque la crise européenne
11/10/2013	RFI	radio	France	Jacques Delors	Il n'y a pas de remède-miracle pour l'immigration vers l'UE"
12/10/2013	RTBF - Le Soir	radio	Belgique	Jacques Delors	"Mon candidat pour la Commission ? Pascal Lamy"
17/10/2013	Euronews	Télévision	UE	Jacques Delors et Pascal Lamy	Les journées de Bruxelles
30/10/2013	SIC Notícias	Télévision	Portugal	Jacques Delors, Nadège Chambon et NE-IJD	Notre Citizens' Web Dialogue avec Jacques Delors dans un reportage de la télévision portugaise "SIC Notícias"
06/11/2013	Huffington Post	presse	France	Jacques Delors et Sofia Fernandes	Doter l'union économique et monétaire d'une dimension sociale
06/12/2013	Le Figaro	Presse	France	Comité européen d'orientation	"Élections européennes : en avant, toute ! "
06/12/2013	Le Temps	Presse	Suisse	Comité européen d'orientation	"En avant pour les élections européennes 2014!"
08/12/2013	Publico	Presse	Portugal	Comité européen d'orientation	"Em frente pelas eleições europeias de 2014!"
12/12/2013	To Vima	Presse	Grèce	Comité européen d'orientation	"Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους "
20/12/2013	La Repubblica	Presse	Italie	Comité européen d'orientation	"La sfida della grande Europa"

**Jacques Delors et Joschka Fischer dans Der Spiegel  
sur l'anniversaire du Traité de l'Elysée**

le 22 Janvier 2013 à 10:24  
Entretien par Jacques Delors

**Texte intégral**



Jacques Delors et Joschka Fischer ont répondu à une grande interview croisée du magazine allemand *Der Spiegel*, le 20 janvier 2012, au sujet des 50 ans de relations franco-allemandes en Europe, à l'occasion de l'anniversaire du Traité de l'Elysée de 1963.

**Jacques Delors dans le Financial Times: "Europe: An uneven entente"**

le 22 Janvier 2013 à 10:40  
Mention par Jacques Delors

**Texte intégral**



A l'occasion des 50 ans du Traité de l'Elysée, le Financial Times mentionne les propos de Jacques Delors sur les relations entre la France et l'Allemagne en Europe. Article publié le 21 janvier 2013.

*"Jacques Delors, former president of the European Commission and godfather of the euro, pulls no punches. "What is striking is that economically Germany dominates, and France suffers a lot because of its debt and insufficient competitiveness - and so the relationship is unbalanced," he says."*

**Jacques Delors, Sami Andoura et M.Derdevet plaident pour une Communauté européenne de l'énergie dans le Figaro**

le 24 Janvier 2013 à 10:45  
Article par Jacques Delors, Sami Andoura et Michel Derdevet

**Texte intégral**



Jacques Delors, Sami Andoura et Michel Derdevet plaident pour une communauté européenne de l'énergie dans le Figaro dans une tribune intitulée "La France, pionnière d'une Communauté européenne de l'énergie" et publiée le 24 janvier 2013.

**Jacques Delors, Antonio Vitorino et notre CA  
évoquent l'UE et la croissance dans le Huffington Post**

le 02 Avril 2013 à 11:48

Article par Jacques Delors, António Vitorino, Conseil d'Administration et Yves Bertoncini



Jacques Delors, Antonio Vitorino et les membres de notre CA signent une tribune dans le Huffington Post intitulée "UE et croissance: trois pactes plutôt qu'un" publiée le 1er avril 2013.

L'article est disponible sur le site du [Huffington Post](#).

Le texte intégral de la tribune [UE et croissance : trois pactes plutôt qu'un](#)



**Jacques Delors et Antonio Vitorino**

**UE et croissance: trois pactes plutôt qu'un**

Publication: 01/04/2013 06h00

Par Jacques Delors, António Vitorino, Erik Belfrage, Yves Bertoncini, Joachim Bitterlich, Josep Borrel Fontelles, Jean-Louis Bourlanges, Laurent Cohen-Tanugi, Jonathan Faull, Nicole Gnesotto, Pierre Lepetit, Sophie-Caroline de Margerie, Riccardo Perissich, Julian Priestley, Maria João Rodrigues, Philippe de Schoutheete, Daniela Schwarzer, Christian Stoffaës, **membres du Conseil d'administration de Notre Europe - Institut Jacques Delors**.

Les faibles perspectives de [croissance](#) de la plupart des pays européens et les débats relatifs au sauvetage de [Chypre](#), à l'application du pacte de stabilité et à l'adoption du budget de l'UE incitent à

rappeler une évidence : si la croissance ne se décrète pas, elle peut être durablement affaiblie lorsqu'on bafoue quelques principes élémentaires, qui forment autant de pactes à respecter.

## **1. Consolider le "pacte de confiance" financier**

La controverse ayant entouré [le sauvetage de Chypre](#) rappelle tout d'abord que l'UE est confrontée à une crise qui est aussi de nature bancaire, et que la consolidation/restructuration du bilan des banques européennes est une condition sine qua non d'un retour de la confiance, et donc de la croissance. Les autorités européennes ont commis une erreur d'appréciation en approuvant le principe d'une taxation de l'ensemble des dépôts placés dans les banques chypriotes, et pas seulement des plus importants d'entre eux. Elles ont su corriger cette erreur, qui a malheureusement affecté le pacte de confiance conclu entre les banques et leurs clients, au point de nourrir la crainte de l'extension d'un tel procédé à d'autres pays que Chypre.

Il est normal que les contribuables, qu'ils soient européens ou chypriotes, ne soient pas les seuls à devoir assumer les coûts des sauvetages bancaires, comme ils l'ont fait en Irlande. Mais on ne peut mettre à contribution les actionnaires des banques (comme en Espagne) ou les investisseurs (comme en Grèce) sans susciter leur défiance. Le fait de mettre à contribution les déposants les plus riches dans des cas extrêmes (comme à Chypre) ne saurait par ailleurs constituer un précédent, comme l'a rappelé la BCE. Il est en tous cas crucial que de telles décisions soient expliquées et assumées de manière claire et que leur caractère exceptionnel soit souligné à chaque fois : c'est aussi sur ce point que les autorités européennes et nationales ont été prises en défaut dans le cas chypriote.

Cette nouvelle péripétie doit naturellement conduire les pays de l'UE à avancer d'autant plus vite dans la voie d'une véritable union bancaire européenne. Un mécanisme unique de supervision sous l'égide de la BCE est en cours de mise en place, et le Mécanisme européen de stabilité sera donc bientôt en mesure d'aider directement les banques qui en ont besoin, par exemple en Espagne. Compte tenu de l'émoi qu'elle a suscité partout en Europe, la crise chypriote aura aussi souligné l'utilité des deux autres piliers d'une véritable union bancaire : la création de mécanismes européens de garantie des dépôts et de résolution des crises bancaires est plus que jamais une ardente obligation !

## **2. Appliquer le Pacte de stabilité de manière plus réaliste**

Les autorités européennes ont fait preuve de davantage de clairvoyance lors du Conseil européen des 14 et 15 mars, en assouplissant la manière dont est appliqué le "pacte de stabilité et de croissance", afin d'en revenir à un meilleur équilibre entre réduction des déficits excessifs et soutien à l'activité économique.

Ses conclusions soulignent en effet la nécessité d'un "assainissement budgétaire différencié", adapté aux situations diverses des pays en difficulté, mais aussi celle de privilégier la notion de déficit structurel, conformément aux dispositions du récent "pacte budgétaire". Elles ont ainsi utilement ouvert la voie à l'octroi d'un délai plus réaliste pour le retour en dessous du seuil de 3% de déficit pour des pays comme le Portugal ou la France, en tenant compte des efforts déjà engagés.

Ces reports dans le temps ont avant tout des vertus conjoncturelles, puisqu'ils permettent de ne pas asphyxier la demande, et donc la croissance. Ils ne dispensent cependant en rien d'importantes réformes structurelles au niveau national, dont il faut rappeler qu'elles constituent le premier volet du "pacte pour la croissance" adopté en juin 2012. Beaucoup a déjà été fait au cours des dernières années sur ce registre, notamment dans les "pays sous programme", mais beaucoup reste encore à faire pour aller au-delà des incantations.

Dans le contexte récessif actuel, il va de soi que l'ensemble des mesures budgétaires prévues par ce Pacte, à hauteur de 120 milliards d'euros, doit être mis en œuvre sans délai. À ce stade, le manque de visibilité entourant l'extension des capacités de prêts de la BEI, l'usage des fonds structurels inutilisés ou le lancement de "project bonds" mine lui aussi la confiance que ses citoyens placent en l'exécution des décisions de l'UE, et au final sa crédibilité.

Agir de manière structurelle doit enfin conduire les autorités européennes à s'engager dans la création d'un Fonds d'amortissement des dettes, tel que cela est envisagé par le compromis conclu entre Conseil et Parlement européen pour l'adoption du "Two Pack". Un pays comme l'Italie a par exemple fait d'importants efforts de réformes et d'ajustement budgétaire, et il dégage des excédents primaires depuis plusieurs années. Aider les pays européens à se délester ensemble de leur "vieille dette" contribuerait sans nul doute à conforter leurs perspectives de croissance, tout en redonnant espoir à leurs citoyens.

### **3. Mettre en œuvre un Pacte pour la jeunesse grâce au budget européen**

La crise actuelle fait de nombreuses victimes, en particulier chez les jeunes : ils pourraient à terme former une "génération perdue", aussi bien pour l'UE que pour ses pays, alors même que la place qui leur est accordée est cruciale dans l'Europe vieillissante. Si mettre en œuvre un "pacte européen pour la jeunesse" n'est pas une idée inédite, c'est donc plus que jamais une urgence.

Là encore, c'est bien entendu au niveau national que les principaux efforts doivent être engagés afin d'améliorer l'éducation, la formation et les conditions d'entrée des jeunes sur le marché du travail. Mais il est indispensable que ces jeunes bénéficient aussi d'une contribution subsidiaire mais visible de l'UE, notamment via son budget.

Trois initiatives méritent plus particulièrement d'être encouragées grâce au budget 2013 et dans le cadre des négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel : d'abord "l'initiative pour l'emploi des jeunes", dont il faut augmenter la dotation de 6 milliards d'euros prévue à ce stade, qui doit accorder une priorité à l'apprentissage ; ensuite, dans le cadre de cette initiative, la mise en place d'une "garantie européenne pour la jeunesse", permettant à l'UE d'aider ses États membres à offrir une formation ou un emploi à tous leurs jeunes ; enfin les programmes de mobilité de type "Erasmus", qui aident efficacement les jeunes Européens à se doter de compétences linguistiques et transversales, et dont il faut encore accroître le financement. C'est aussi à l'aune des ressources accordées à ces trois initiatives que l'on pourra mesurer si l'UE mobilise de manière adéquate son budget, qui est d'abord un outil de solidarité qu'on peut en l'espèce rendre utile pour la croissance s'il bénéficie plus directement à la jeunesse.

Au-delà de ces mesures ciblées, la jeunesse européenne pourra aussi bénéficier du nouveau "paquet" que l'UE doit adopter pour approfondir son marché intérieur tout en ajustant son budget. La mise en place d'un marché unique pour les services numériques apparaît notamment comme une priorité à cet égard, de même que l'augmentation des dépenses consacrées à la R&D et à l'innovation ou le financement des réseaux transeuropéens de transports et d'énergie, qui sont au fondement de toute croissance durable.

Stabilité financière, rigueur budgétaire, soutien à la jeunesse : c'est à chaque fois en combinant efforts de solidarité et soutien à la croissance que l'Union européenne pourra le plus efficacement aider ses États membres à retrouver des perspectives économiques et sociales plus favorables, et ainsi renforcer le pacte de confiance qui l'unit à ses citoyens.

Voir le site de [Notre Europe - Institut Jacques Delors](#)

## Jacques Delors sur RFI pour réagir au décès de Margaret Thatcher

le 08 Avril 2013 à 10:21  
Entretien par Jacques Delors



Jacques Delors a réagi au décès de Margaret Thatcher en accordant une courte réaction à RFI - Radio France Internationale, lundi 8 avril 2013.

### **Jacques Delors réagit au décès de Margaret Thatcher sur RFI 8 avril 2013:**

*"Margaret Thatcher fut admirée par les uns, controversée par les autres. Il y a même certains souvenirs dramatiques, notamment le cas de la confrontation entre les mineurs et les forces de police ; on en parle encore aujourd'hui dans les milieux ouvriers.*

*Mais en ce qui concerne l'Europe ; elle a accepté la réalisation de ce marché unique ainsi que le passage au vote à la majorité qualifiée alors que l'unanimité paralysait le conseil. Il y a eu bien sûr des moments délicats dans les conversations au conseil européen. Elle parlait à sa manière. Si vous voulez, elle s'est arrêtée au niveau de cet accord dont je parlais pour l'évolution de l'Europe. Le reste de l'engrenage elle l'a refusé. L'engrenage vers la monnaie unique et ensuite vers une union politique car elle était comme la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, réticente, voir opposée à de nouveaux transferts de souveraineté en faveur des institutions européennes."*

**Jacques Delors et Antonio Vitorino co-signent une tribune sur le budget de l'UE dans le Huffington Post**

le 25 Avril 2013 à 16:43

Article par António Vitorino et Jacques Delors



Alors que Commission, Conseil et Parlement européen viennent d'engager le trilogue relatif au cadre financier européen 2014-2020, il importe de déterminer comment faire évoluer au mieux le compromis conclu par le Conseil européen de février 2013, afin de déboucher sur un accord final à la fois réaliste et constructif. Marqué par la crise et conclu à hauteur de 960 milliards d'euros, le compromis actuel permet tout juste de maintenir les dépenses communautaires au seuil de 1 % de la richesse de l'UE. Ce recul relatif marque une défaite de l'esprit européen alors que, face aux défis communs auxquels ils sont confrontés, les pays de l'UE devraient "mieux dépenser ensemble".

Continuez la lecture sur le site du [Huffington Post](#)



**Jacques Delors et Antonio Vitorino**

**Budget de l'UE: les voies d'un accord**

Publication: 25/04/2013 06h00

Alors que Commission, Conseil et Parlement européen viennent d'engager le trilogue relatif au cadre financier européen 2014-2020, il importe de déterminer comment faire évoluer au mieux le compromis conclu par le Conseil européen de février 2013, afin de déboucher sur un accord final à la fois réaliste et constructif.

**1. Le Conseil européen de février 2013 n'a pas permis d'envoyer les bons signaux politiques**

Marqué par la crise et conclu à hauteur de 960 milliards d'euros, le compromis actuel permet tout juste de maintenir les dépenses communautaires au seuil de 1 % de la richesse de l'UE. Ce recul relatif marque une défaite de l'esprit européen alors que, face aux défis communs auxquels ils sont confrontés, les pays de l'UE devraient "mieux dépenser ensemble". Fixés à 908 milliards d'euros, les crédits appelés à être réellement payés apparaissent en baisse par rapport aux propositions de la Commission, même si une telle somme pourrait être en légère hausse par rapport aux dépenses effectivement exécutées entre 2007 et 2013.

Compte tenu des baisses entérinées dans les rubriques "cohésion" et "agriculture", les autres politiques financées par l'UE connaîtront des augmentations parfois sensibles après 2013, notamment en matière de compétitivité (dépenses de recherche et liées aux réseaux transeuropéens de transport et d'énergie). Ces signaux-là n'ont malheureusement pas toujours été perçus ou répercutés par les acteurs et observateurs des négociations budgétaires européennes, ce qui est fort dommageable.

Il est aussi regrettable que les négociations en cours entretiennent le flou entourant les finalités du budget de l'UE, et empêchent de susciter un large consensus sur les dépenses communautaires. Il semble contreproductif de présenter ce budget comme un outil essentiellement axé sur la stratégie "UE 2020". Les politiques nationales sont en effet déterminantes en la matière et c'est d'abord grâce à ses interventions juridiques (approfondissement du marché intérieur, application du pacte de stabilité, etc.) que l'UE peut favoriser la croissance et les emplois. Une meilleure interprétation du principe de subsidiarité, en vertu duquel le niveau le plus haut a aussi un rôle précis à jouer, aurait justifié un meilleur usage des subsides communautaires.

Il est tout aussi étonnant que la solidarité n'ait pas été davantage évoquée pour éclairer les discussions en cours, puisqu'elle fonde une part importante des dépenses de l'UE. Ainsi les dépenses agricoles et de cohésion reposent-elles toujours sur des compromis politiques globaux liés à la création et à l'approfondissement technique et géographique du marché intérieur. À cet égard, le fait d'avoir affaibli le développement rural, l'un des grands objectifs de l'Acte unique, en le faisant dépendre uniquement de la PAC est une grave erreur. Que de telles politiques doivent être ajustées en fonction des expériences déjà réalisées est une chose : cela ne saurait justifier qu'on les mette en cause dans leur principe. On se condamne sinon à nourrir le procès au final stérile de ce qui fait le cœur des compromis budgétaires communautaires, tout en laissant libre cours à ceux qui critiquent le "déficit de solidarité" entre États membres, alors même que le budget de l'UE en est historiquement le principal vecteur.

## **2. La résolution du Parlement européen contient plusieurs revendications bienvenues**

Le Parlement européen a lancé plusieurs messages utiles dans la perspective d'un compromis final sur le cadre financier pluriannuel post 2013.

Sa résolution du 13 mars insiste d'abord à juste titre sur la nécessité de faire davantage en faveur des dépenses européennes de compétitivité. "Aux États la rigueur, à l'UE la croissance" : cet adage énoncé par Tommaso Padoa-Schioppa pourra utilement servir de référence aux négociations conclusives de ce printemps 2013. Il est vital que le budget communautaire illustre la volonté de l'UE de jeter les bases d'une croissance durable de tous ses États membres ; le "pacte pour la croissance" doit en particulier donner lieu à des réalisations concrètes : que fera-t-on à partir de 2013 et pour quels montants ?

La résolution du Parlement européen souligne également l'intérêt de prévoir une grande flexibilité au sein des rubriques du budget, entre ces rubriques et d'une année sur l'autre, de façon à mieux adapter les dépenses communautaires à l'évolution du contexte économique et social. Ce même souci

d'adaptabilité justifie aussi sa demande d'obtenir une révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel. Le Conseil européen ne peut en effet dire qu'il faut tenir compte du contexte actuel de crise et souhaiter figer dans le marbre un budget qui continuerait à être utilisé comme tel quand les effets de cette crise se seront dissipés. Il est d'autre part logique et légitime que les parlementaires européens élus en mai 2014 puissent se prononcer sur le format et le contenu d'un cadre financier européen courant jusqu'à 2020.

Le Parlement européen a enfin raison d'insister sur la nécessité d'identifier de nouvelles ressources propres pour financer un budget communautaire aujourd'hui assis aux ¾ sur des contributions nationales directes, que les États sont très soucieux de limiter voire de diminuer en période de crise. La Commission a déjà fait des propositions claires sur ce registre, notamment à propos de la création d'une taxe sur les transactions financières : 11 Etats membres s'étant ralliés à cette proposition, il reste à faire en sorte qu'au moins la moitié du produit de cette taxe puisse être consacrée au budget européen.

### **3. Un accord final doit être conclu sur des bases réalistes et constructives**

Comme lors des négociations de 2006, il est essentiel que le Conseil européen donne une suite favorable à une partie substantielle des revendications du Parlement européen. Tout comme il est serait préférable que ce dernier n'opte pas in fine pour un rejet pur et simple du projet de cadre financier pluriannuel : ce rejet ajouterait en effet une crise à la crise, et conduirait en outre à figer en 2014 une répartition des dépenses communautaires qu'il s'agit précisément d'adapter aux besoins de relance et de solidarité.

Un compromis paraît d'autant plus envisageable que la résolution du Parlement européen ne remet pas en cause le plafond de 960 milliards d'euros de crédits d'engagement adopté en février 2013. Il lui reste à se montrer plus attentif aux contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés les États membres, notamment s'agissant du financement des crédits de paiement de l'UE.

Cet esprit de compromis doit également conduire le Conseil européen et Parlement européen à adresser quelques signaux politiques clés, notamment en direction des victimes de la crise. Ainsi convient-il de revenir sur la baisse des crédits attribués au "Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis" : suite à sa mise en cause par la Cour de justice, l'utilisation d'une nouvelle base juridique doit permettre le maintien d'un tel programme, qui est une nécessité à la fois concrète et symbolique. Il en va de même des montants attribués au "Fonds européen d'ajustement à la mondialisation", qu'une application étroquée du principe de subsidiarité a poussé à la baisse, alors même que c'est à l'UE qu'il revient de prendre partiellement en charge les victimes de la mondialisation. Comme en 2006, il est par ailleurs important que le Parlement européen obtienne une augmentation supplémentaire des dépenses affectées aux programmes de mobilité pour la jeunesse et à ceux qui favorisent la mobilité des travailleurs tout en donnant un contenu concret à la citoyenneté européenne.

Tels nous semblent les principaux éléments de l'accord budgétaire à la fois réaliste et constructif dont l'Europe en crise a besoin, en attendant qu'elle puisse aller plus loin dans des jours meilleurs.

**Sami Andoura, J.Buzek, Jacques Delors et António Vitorino dans Le Monde pour appuyer la Communauté européenne de l'énergie**

le 22 Mai 2013 à 11:01

Article par Sami Andoura, Jerzy Buzek, Jacques Delors et António Vitorino

# Le Monde

Sami Andoura, J.Buzek, Jacques Delors et António Vitorino signent dans Le Monde du 22 mai [une tribune](#) pour appuyer la Communauté européenne de l'Energie: "L'Europe de l'Energie c'est maintenant!"

**Extraits:**

Alors que le Conseil européen du 22 mai va évoquer les enjeux de politique énergétique européenne, et que le président de la République vient à nouveau d'appeler à la mise en place d'une Communauté européenne de l'énergie, il importe de bien identifier les principaux défis à relever dans cette perspective. A un an des élections européennes, la transition énergétique requiert un véritable changement de société dans nos modes de production, de transport et de consommation d'énergie. Sa réussite implique d'y associer la société civile en Europe.

**Jacques Delors et Gerhard Schröder signent une tribune dans le New York Times**  
**"Democracy, Jobs and Growth in Europe"**

le 24 Mai 2013 à 16:41  
Article par Jacques Delors



Jacques Delors et Gerard Schroder signent une tribune dans le New York Times du 22 mai 2013 intitulée "Democracy, Jobs and Growth in Europe"

**OP-ED CONTRIBUTORS**  
**Democracy, Jobs and Growth in Europe**

Cristóbal Schmal  
By GERHARD SCHRÖDER and JACQUES DELORS  
Published: May 23, 2013

The economic turmoil of the past several years has pushed Europe toward greater integration, starting with financial stabilization and a banking union that is still a work in progress. Everyone now recognizes that a single currency zone without a common fiscal policy invites the kind of crisis we have all been experiencing.

Europe has reached this stage grudgingly and with great strain, through agreements among national government leaders in which many see the largest and most powerful states as undemocratically foisting their policies on the rest. Especially in Italy, Greece and Spain, where the social costs of adjustment have been high, a backlash against the very idea of Europe is under way.

We are now seeing the worrying rise of political parties and movements whose supporters seem to think nationalist assertion will free them from the common imperatives of governing Europe, or who believe protectionism will enable them to escape addressing Europe's lack of competitiveness.

What is manifestly clear is that European citizens will not follow the path of reform and further integration unless they have a voice in shaping its course — and unless there is a common, emergency jobs program that shows that Europe works.

There are several lessons to be learned from the reform efforts we have seen so far in Europe. First: There is a gap between the time the painful decisions are made and the time when the reforms take effect. This can — as in Germany — take up to five years. It can be problematic for politicians when elections take place during this time span, as we've just seen in Italy.

Second: Structural reforms can only work in conjunction with growth. In general, the current debate is a repeat of the one we already held in 2003 and 2004 concerning the European Stability and Growth Pact. In reforming that pact, it was not the intent of Germany and France to weaken the criteria. Rather, we were concerned about strengthening the pact's growth aspect, because Germany was not able at the time to support billions in savings alongside reform policies.

Germany must now give its European partners this same opportunity. Greece, Ireland, Portugal, Italy and Spain have made progress in restructuring their finances. Cyprus will also have to go this route.

The economic and political situation in these countries also shows that savings alone is not a means for overcoming the crisis. On the contrary: There is a risk that national economies will be quasi-strangled by the strict austerity policy. To the degree that they are making structural reforms, they also need help, as these countries show.

There must always be a correlation between the willingness to engage in structural reforms on the one hand and the willingness to show solidarity on the other. There is no “either growth or austerity.” We are convinced that the two can be combined in a meaningful way — they must be combined. We need budgetary discipline; we need structural reforms; but we must also add growth components to the austerity program.

A key area here is the fight against youth unemployment in Europe. We cannot accept that a “lost generation” is growing up in Europe because in many countries more than half of the young people are without jobs. European leaders attending the Berggruen Institute’s “town hall” meeting in Paris on Tuesday will address this issue with a proposed “new deal for Europe.”

This is where the responsibility of the German government can come in. In Germany, youth unemployment is less than 8 percent. Many young people from southern European countries are looking for professional prospects in Germany. However, the migration of a young, well-educated workforce cannot be the solution to the problem. The young women and men would then be removing their qualifications from their home countries. Therefore, we need a large-scale program to tackle youth unemployment in Europe. Europe’s strong countries, especially Germany, can show their political and financial responsibility in this situation.

Beyond this, the May 2014 elections for the European Parliament present the opportunity to give all European citizens a voice in our common future. For the first time since the founding of the European Union, the strongest parties of the new Parliament will be able to select the executive leadership of Europe — the president of the European Commission. Heretofore, the president has been appointed by the European Council, which represents member nations. If European citizens participate robustly in this election, the new commission president will have the same democratic legitimacy accorded any national leader in a parliamentary system. The vacuum of authority that has existed at the European level because legitimacy was lacking — and thus the incapacity to take effective action on behalf of all European citizens — will be filled.

If candidates compete for parliamentary seats based on their vision of Europe, the 2014 election could also lay the foundation for the new Parliament to act as a “constituent convention” that can sort out what limited competencies Brussels should take on — for example financial stability, trade and immigration — and what (mostly) should remain with the member states.

Europe can work again if governments, trade unions, business and civil society all join together to support a new initiative on youth unemployment and the 2014 efforts to bring greater democracy and legitimacy to European government.

***Gerhard Schröder*** is the former chancellor of Germany. ***Jacques Delors*** is a former president of the European Commission. Both are members of the Berggruen Institute’s Council for the Future of Europe.

GLOBAL VIEWPOINT/ BERGGRUEN INSTITUTE

## **Andoura sur Euractiv.com "La communauté européenne de l'énergie c'est maintenant"**

le 22 Mai 2013 à 12:02

Article par António Vitorino, Jacques Delors, Jerzy Buzek et Sami Andoura



Sami Andoura, J.Buzek, Jacques Delors et António Vitorino signent sur [Euractiv.com](#), le 22 mai 2013, une tribune pour appuyer la Communauté européenne de l'énergie, le jour même où le Conseil européen a pour thème principal l'énergie.

La communauté énergétique européenne, c'est maintenant

[Share on facebook](#)[Share on gmail](#)

**Les changements qui perturbent le secteur énergétique européen et les exigences de développement durable impliquent le besoin d'une communauté énergétique d'une nouvelle époque, ce qui reflète les ambitions des fondateurs en 1951 lorsqu'ils ont créé la communauté du charbon et de l'acier, indiquent Jacques Delors, Jerzy Buzek, Antonio Vitorino et Sami Andoura.**

*Jacques Delors est un ancien président de la Commission ; Jerzy Buzek est un eurodéputé et un ancien président du Parlement ; Antonio Vitorino est un ancien commissaire et Sami Andoura est chercheur principal à Notre Europe - Institut Jacques Delors. Ils représentent tous l'Institut Jacques Delors.*

"While the European Council today (22 May 2013) will discuss the issues of European energy policy, and the president of the French Republic has again called for the establishment of a European Energy Community, it is important to clearly identify the main challenges in this context.

### **A positive agenda for Europe**

The European Union is a political construction which needs to submit positive projects to its citizens. While the crisis in the euro area focuses all the attention, a positive agenda is needed in the whole of the European Union, based on a handful of concrete projects and policies turned to an outside changing world. The European energy community is one such project.

The deep-seated changes impacting a European energy sector in a state of transition – concerning not only its structure and its competitiveness, along with the requirements of sustainable development – all carry a fully-fledged project for a European energy policy.

This project also has the merit of having a practical relevance to citizens and consumers, given the persistence of acute social problems linked to access to stable and affordable energy for all.

Energy transition also requires in-depth changes in society and in the way we produce, transport and consume energy. Its success implies as such the full participation of all the active forces of civil society in Europe.

### **An improvable record for Europe's energy policy**

A great deal of progress has been made since 2007 towards a common European energy policy. But that progress has sometimes been achieved at the cost of fragmentation of the community framework and of a lack of transparency in certain European initiatives.

The reconciliation of the three major objectives of competitiveness, sustainable development and security of supply, and the lack of consensus on some basic aims still often face divergent or conflicting national approaches.

It is on the most significant advances that we must build. Sustainable development must be supported by a courageous and coherent energy transition, in line with the adoption of the major framework of common governance around the "3x20 by 2020" goals (CO<sub>2</sub> emissions, renewable sources of energy and energy efficiency).

Another significant achievement is the way the EU has been pushing solidarity forward after the gas crises by setting up improved cooperation between states, institutions and market operators. Finally, the EU has recently revised its key instruments for the development of renewable energy sources, energy efficiency, infrastructures and their attendant funding.

But these progresses should not make us forget the risk linked to the current, worrying trend towards a forceful return to nationalism in the energy field in Europe, whether it be in the context of national energy transition processes clashing with one another, or unilateral approaches around the development of renewable energy sources and security of electric power supply.

Those unilateral national political decisions ignore the existing real interdependence with neighbouring countries, not consulted, and may destabilise the European energy system altogether, sometimes leading to unnecessary and costly investment for European citizens.

### **The concrete bases of a genuine European energy community**

We are happy to note that the proposal for a "European energy community" has sparked a debate on a Europe-wide scale with the various decision-makers and players involved, whether public, private, associational, local, national or European.

Let us first recall that a European energy community need not lead to the creation of a supranational European authority making all the decisions, in particular regarding a European energy mix or the monopolistic centralisation of gas purchasing - both of these options being ruled out by the European treaties.

A European energy community must be built first and foremost on common and concrete steps regarding the three main aspects, as basis of the single market, which are the stimulating factor of competition among industrial players, the strengthening factor of cooperation among member states, and the uniting factor of European solidarity among all of the member states.

Where "the stimulating factor of competition" is concerned, it is by completing the integration of a competitive and integrated internal energy market of European dimension that industrial energy players will finally be able to become competitive on the European and international level, and that energy resources can be better optimised in the EU.

EU member states themselves must take ownership of this process and implement it in good faith. When the development of the European energy framework for 2030 is at stake, the EU should learn from the new dynamics in place on the European and international markets since 2007. The energy situation in 2013 has drastically changed.

Where "the uniting factor of solidarity" is concerned, security of supply demands a common approach to the diversification of energy sources in a spirit of solidarity. This, in particular, because certain member states, which are still excessively dependent on a single foreign supplier, cannot manage to diversify their energy mixes.

This involves developing the pooling of common supply capacities in exceptional circumstances, what an interconnected market should allow, but also to negotiate at EU level the necessary framework agreements with suppliers and transit countries. The success of such a project would also illustrate further progress of the EU common foreign policy.

And lastly, where "the strengthening factor of cooperation" is concerned, we would argue the case for more differentiated integration among states in the energy field, on a regional basis, building on the strengths and weaknesses of each, and mandating cooperation between responsible national actors inevitable. Even though numerous initiatives exist, they frequently seem fragmented, with little support politically and poorly organised.

Political, economic and structural cooperation among neighbouring countries, a missing link in today's policy, would have energy infrastructures (transport, distribution, and also common planning) for its foundation stone.

The new regulation on energy infrastructure provides an interesting framework that requires above all the political will of the member states for its implementation. If this cooperation proved successful, many others might follow, whether the joint funding of these infrastructures, ambitious research and development programmes, etc.

Back in 1951, six European countries decided to pool their interests in two key areas of the economy in order to create a Community designed to replace conflict with cooperation and animosity with prosperity. Energy was one of those areas.

Almost sixty years later, energy is still a major political and economic priority, of course, but the common rules permitting us to achieve the goals of our own era need to be further enhanced. It is up to us to reinvent those rules together, and they must be equal to the new challenges that Europe has to address. Vague formulas or barren proclamations will not be enough if Europe wishes its citizens to go on believing in its ideal."

## Jacques Delors dans le numéro anniversaire de l'Express

le 30 Mai 2013 à 10:22  
Article par Jacques Delors

# L'EXPRESS

A l'occasion des 60 ans de l'hebdomadaire français "L'Express", Jacques Delors, notre président fondateur, se prête au jeu de la photo avec une ancienne une du magazine de 1992 "Et si la France disait non" à propos du Traité de Maastricht.



**Jacques Delors dans la presse portugaise à l'occasion de sa conférence publique à  
Lisbonne**

le 07 Juin 2013 à 16:33  
Entretien par Jacques Delors



A l'occasion de son passage à Lisbonne, les 5 et 6 juin 2013, et en marge de sa conférence publique sur la [consolidation de l'UEM](#), Jacques Delors est mentionné à plusieurs reprises dans les principaux titres de presse portugais.

Retrouvez les articles dans les grands titres de la presse portugaise:

- [PÚBLICO](#)
- [Diario de notícias](#)
- [Jornal de notícias](#)

## Jacques Delors, grand témoin du Forum des progressistes européens

le 17 Juin 2013 à 11:35

Synthèse par Jacques Delors et Stéphanie Baz

### Texte intégral



**Jacques Delors, notre président fondateur, est intervenu samedi 15 juin 2013 en qualité de grand Témoin**, aux côtés de nombreux responsables français et européens, au forum des progressistes européens, organisé à la Maison de la Mutualité à Paris par le PS, la fondation Jean-Jaurès et la FEPS.

Jacques Delors a prononcé un discours dont l'objectif était de dresser le bilan de la construction européenne à ce jour mais surtout de donner les pistes de relances pour l'avenir. En voici quelques **phrases clés** :

« *Il faut remettre l'Europe à la relance, rebâtir l'UEM et ne pas oublier l'Europe des 28.* »

« *Nous avons trois adversaires : le marasme économique, l'image de l'Europe punitive, le populisme*»

« *L'union économique est devenue ingérable et incompréhensible* »

« *En Europe, la bataille économique politique idéologique et financière en Europe n'est pas terminée* »

« *L'union économique et monétaire ne fonctionnera pas si après les annonces, il faut attendre des mois pour en voir les effets* »

« *Une monnaie unique c'est une grande ambition peut être trop grande mais on l'a décidé on doit l'appliquer!* »

« *Il faut redonner son sens à la démocratie sociale en Europe!* »

**A l'issue de ses propos, l'ancien président de la Commission européenne a reçu une standing ovation de la salle. La presse et les réseaux sociaux ont immédiatement relayés ses propos. Cette revue de presse en rend compte.**



## PROGRAMME DU FORUM DES PROGRESSISTES EUROPEENS

Paris, le 15 juin 2013  
Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor - 75005 Paris

organisé par le Parti socialiste,  
la Fondation Jean-Jaurès  
et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)

14H30 : REORIENTER L'EUROPE POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

**Modérateur : Ernst Stetter, secrétaire général de la FEPS**

**Restitution des questions posées par les internautes par**

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès  
Hannes Swoboda, président du groupe S&D au Parlement européen

### Table ronde :

Catherine Trautmann, députée européenne,  
Guglielmo Epifani, secrétaire national du Partito Democratico,  
Antonio Séguro, Président du Parti socialiste portugais,  
Évangelos Venizélos, Président du PASOK  
Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES,  
Emma Reynolds, députée britannique

16h : Grand Témoin : Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne

**Intervention d'Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste**

**Intervention de Martin Schulz, Président du Parlement européen**

16H45 : CONSTRUIRE L'EUROPE DE DEMAIN : UN NOUVEAU MODÈLE DÉMOCRATIQUE,  
SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

**Modérateur : Jean-Louis Bianco, ancien ministre**

**Restitution des questions posées par les internautes par**

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès  
Massimo D'Alema, président de la FEPS et  
Sergeï Stanishev, président du PSE

### Table ronde :

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national à l'Europe et à l'International du PS  
français

Alfredo Pérez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE

Attila Mesterhazy, Président du MSzP,

Zita Gurmai, Présidente du PSE femmes,

Bruno Tobbback, Président du SPA,

Angelica Schwall-Düren, ministre pour les Affaires fédérales, l'Europe et les médias du  
Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, membre du Bundesrat



EUROPE ET INTERNATIONALSamedi 15 Juin 2013 à 18:06

### **Jacques Delors: «n'ayez pas peur, nous y arriverons !»**

**Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a délivré un message critique à l'égard des politiques conservatrices en Europe et dressé les perspectives pour redonner espoir en ce projet européen.**

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne et artisan de la construction européenne a rappelé les 3 adversaires de l'Europe :

- le marasme économique et social ;
- la perception d'une Europe punitive éloignée des européens et
- le populisme qui se nourrit de la mondialisation et des conséquences des plans d'assainissements économiques et financiers.

Il a appelé les progressistes européens à réagir avec force et promptitude pour faire vivre l'idéal européen en soutenant une véritable relance de l'Europe via le budget européen; la mise en place d'une union monétaire certes mais avant tout une coopération économique, sans oublier les 28 états membres.

Il a insisté sur une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire mais aussi sur l'indispensable partenariat de la Commission avec le développement des régions.

Rappelant que relancer la grande Europe était un objectif essentiel, il a assuré que son avenir était bien devant elle, et a conclu :

«N'ayez pas peur, nous y arriverons !»

## La leçon européenne de Delors

### **Avant leur convention consacrée dimanche à l'Europe, les leaders progressistes ont écouté samedi l'ex-président de la Commission délivrer un message sans concession.**

La star, c'est lui, le seul qui déclenche une standing ovation, celui vers lequel tous se précipitent pour se faire prendre en photo. Jacques Delors a illuminé le Forum des progressistes européens, organisé samedi par le PS à la Mutualité. Arrivé juste avant 13 heures, appuyé sur sa canne, il avait déjà animé le déjeuner avec Jean-Marc Ayrault, Harlem Désir, Martin Schulz, président du Parlement européen, et les leaders socialistes notamment grecs, espagnols, portugais, italiens.

Sa parole est rare, ses conseils précieux. Et c'est donc avec une très grande attention que la salle a écouté l'ancien président de la Commission donner en vingt-cinq minutes sa leçon européenne. De longs applaudissements rythment son avancée, à pas légèrement hésitants, vers le pupitre. Jacques Delors pose sagement son discours, commence à lire ses notes. Moins d'un an avant les élections européennes, le sage met en garde contre "des adversaires qui ne sont pas dans le débat démocratique" : "le marasme économique et social", "l'image d'une Europe punitive, extérieure aux peuples, on a l'impression que chaque délégation a dû aller voir un professeur vilain, sourcilleux, méchant par moments qui lui dicte ce qu'il faut faire" et "le populisme qui se nourrit de la mondialisation devenue croquemitaine".

À 87 ans, la clarté de son langage frappe. La lucidité de son diagnostic aussi. "Je viens vous exposer trois pistes de réflexion et d'action qui me paraissent vitales : mettre l'Europe à la relance, reconstruire l'Europe économique et budgétaire et ne pas oublier l'Europe des 28." Jacques Delors est en colère : "Quand les gouvernements font des bêtises, les peuples paient les pots cassés." Il fustige "les failles de la troïka ; en français, on dit les couacs". Hostile aux plans d'austérité qui mènent à la récession, le sage assène : "La rigueur est en action ; la relance, je ne la vois pas venir."

### **"Je suis content quand je peux être utile"**

Lui qui a dirigé la Commission européenne pendant dix ans s'emporte : "Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte de baisser son salaire, alors le système est sauvé. Ce n'est pas possible. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents." Au fur et à mesure, Jacques Delors sort de son texte, fait des blagues, joue avec la salle, ses yeux deviennent malicieux et il s'amuse de ses provocations. "Le dialogue social maintenant, permettez à un catholique cette expression qui ne vous plaira pas, c'est la messe sans la foi. Il faut retrouver la motivation nécessaire, on ne fait pas des réunions pour rien." Ou "soyez les émissaires de la coopération renforcée ; comme la moitié de vos dirigeants ne savent pas ce que c'est, expliquez-leur!". Et pour motiver la salle et faire réagir les leaders progressistes présents, Delors lance : "Qu'est-ce que ça vous fait quand vous voyez chaque dirigeant européen aller voir Poutine pour lui demander un peu plus de gaz? Ça ne vous fait rien? Vous n'avez pas envie de tout casser?"

Lui qui a vu dans l'ouverture de l'Europe à l'Est après la chute du mur de Berlin l'un des plus beaux gestes lance ce cri du cœur : "Nous sommes 28, pas simplement 17." S'amusant à paraphraser Jean-Paul II, Jacques Delors conclut d'un "n'ayez pas peur. Nous y arriverons". Il sourit alors à la salle qui l'applaudit debout. "Je suis content quand je peux être utile. C'était une belle journée. C'était important pour Martin Schulz, c'était important d'entendre le PS à l'unisson, et pas dans la dénonciation mais dans la proposition", confie Jacques Delors au *JDD*, avant de prendre son taxi. Ajoutant : "Je veux être un architecte." Il a laissé les leaders européens aller seuls ensuite boire un verre avec François Hollande, à l'Élysée.

**Cécile Amar - Le Journal du Dimanche**  
dimanche 16 juin 2013

Les progressistes européens pour une alternative à l'austérité des conservateurs  
15 juin 2013 à 19:43



Antonio José Seguro, le secrétaire général du PS portugais, le 3 avril 2013 à Lisbonne (Photo Francisco Leong. AFP)

Par **AFP**

Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation samedi à Paris, autour de Harlem Désir, pour «rompre avec les politiques d'austérité» des «conservateurs» qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples, et prôné la relance, à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

Ce «Forum des progressistes européens» se voulait aussi l'occasion pour ces responsables de se concerter en vue des élections au Parlement de Strasbourg, en mai 2014, et de dégager les grands axes de leur campagne.

«Il faut mettre un terme à la politique d'austérité qui n'a rien réglé. Aucun pays au monde n'a pu réduire ses dettes en s'appauvrissant», a lancé Antonio José Seguro, le secrétaire général du PS portugais, en soulignant, avec des représentants italien, espagnol, grec, les «grands sacrifices» déployés par les pays pour réduire les déficits publics sans que la situation, ont-ils accusé, ne s'améliore pour autant.

La réunion de Paris est «un sommet de l'alternative face à l'échec des politiques qui ont été conduites ces dernières années sous l'égide des gouvernements conservateurs et de la majorité de droite au sein de la Commission européenne, et qui ont été incapables d'apporter une réponse à la crise», a accusé le premier secrétaire du PS français, Harlem Désir.

«Nous considérons, a-t-il ajouté, que la façon dont est abordée la question des déficits aujourd'hui par la Commission est un échec flagrant. Nous demandons donc qu'il y ait une nouvelle doctrine».

Harlem Désir a préconisé en particulier, au nom de ses collègues européens, la création d'un «Fonds de rédemption» qui «permettrait de faire en sorte que les Etats empruntent à des taux d'intérêt le plus bas possible pour notamment cette partie de leur dette qui est au-delà de 60%» du PIB.

«Les déficits, il faut les réduire. Mais toute l'intelligence politique, et c'est là le choix des socialistes, des sociaux-démocrates et des progressistes, c'est de bien doser les choses. Faire reculer à la fois la dette et les déficits, ça serait absurde de ne pas regarder les choses en face, et en même temps tout faire pour l'investissement et la croissance», a commenté pour sa part

devant la presse le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, convié au Forum à un déjeuner en présence notamment de l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors.

«Si l'Europe n'est pas capable de (...) prendre des mesures concrètes pour montrer le chemin de la croissance et de l'emploi, nous échouerons», a averti ce dernier devant la presse.

Pour lui, «il faut mettre en oeuvre» le plan de relance européen de 120 milliards d'euros convenu en juin 2012, ainsi que la récente initiative franco-allemande sur la jeunesse. Quant au projet de budget européen pour les années à venir, le premier en baisse dans l'histoire de la construction européenne, «je compte sur le parlement pour lui redonner une autre allure», a-t-il ajouté.

Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les «idées néo-libérales».

«Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte d'avoir moins de salaire et s'il accepte qu'il y ait moins de conditions pour le chômage, le système est sauvé. Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents», a-t-il lancé, devant une assistance ravie.

Etaient présents également à ce Forum, organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'Etudes Progressistes (Feps) Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce), Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie), et Martin Schultz, le président du Parlement européen, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

Ce Forum sera suivi dimanche d'une Convention du PS sur l'Europe.

# Le Monde

Le difficile compromis du PS sur les élections européennes

LE MONDE | 17.06.2013 à 13h02 • Mis à jour le 17.06.2013 à 14h22 | Par Bastien Bonnefous



Le PS a rédigé sa feuille de route pour François Hollande avant le conseil européen de Bruxelles des 27 et 28 juin. Réunis en convention à Paris dimanche 16 juin, les socialistes ont adopté un document de synthèse appelant à "*la confrontation avec les droites européennes*", fruit d'un difficile compromis avec l'aile gauche du parti.

Ce texte, qui doit servir de plateforme programmatique lors des élections européennes de mai 2014, propose notamment la "révision" du pacte de stabilité, l'augmentation du budget européen et fait état de la "réserve" du PS sur le traité économique transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

"*Le rassemblement des socialistes aujourd'hui, c'est le premier pas de la campagne des européennes*", a déclaré dans son discours de clôture le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, qui a annoncé qu'il sera "évidemment" candidat en 2014.

## A lire aussi : [Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe](#)

Reste qu'à moins d'un an du scrutin, la mobilisation socialiste est toujours en demi-teinte. Trois ministres seulement - Laurent Fabius, Guillaume Garot et Thierry Repentin - ont fait le déplacement à la convention, et si le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, est lui aussi venu, il n'est même pas resté une heure et n'a pas pris la parole.

Alors que Jean-Christophe Cambadélis, vice-président du Parti socialiste européen, a appelé à la "grande controverse en Europe" et que le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, s'en est pris à l'"*ordo-libéralisme allemand*", le nom de la chancelière Angela Merkel, jusqu'ici ciblée par les socialistes français, a été très peu cité, les dirigeants du PS préférant critiquer le premier ministre britannique, David Cameron, et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

## "LA RIGUEUR EST EN ACTION"

La veille, samedi 15 juin, un "forum des progressistes européens" avait réuni dans la même salle de la Mutualité plusieurs leaders sociaux-démocrates européens ainsi que le président du Parlement européen, Martin Schulz, et l'ancien président de la Commission, Jacques Delors.

Et c'est finalement M. Delors, 87 ans, qui avait fait la leçon à ses camarades aujourd'hui aux manettes. "Vous n'avez pas envie de tout casser?", leur avait-il lancé, estimant qu'en Europe, "*la rigueur est en action, mais la relance, je ne la vois pas venir*".

## Les socialistes lancent la campagne des européennes

**Invité à parler devant le Forum des progressistes européens, réunis samedi à la Mutualité à Paris, Jacques Delors a appelé l'UE à accélérer la mise en œuvre du plan de relance négocié il y a un an par François Hollande.**

Mieux vaut prévenir que guérir. Plusieurs responsables socialistes européens étaient réunis samedi à La Mutualité, à Paris, pour lancer la campagne des prochaines élections européennes, alors que les peuples adhèrent de moins en moins à l'idée européenne, dans un contexte de crise qui n'en finit pas. En France, le scrutin du 25 mai 2014 s'annonce extrêmement délicat pour le PS, selon les premiers sondages.

Le premier secrétaire du PS, [Harlem Désir](#) (qui sera tête de liste en Ile-de-France) avait notamment réuni Antonio José Seguro, le secrétaire général du PS portugais, Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce) et Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie).

L'ancien président de la commission européenne, le socialiste [Jacques Delors](#), était l'invité vedette du Forum. «Les socialistes abordent la dernière ligne droite avant les européennes, serons-nous prêts?», a-t-il interrogé en désignant trois «adversaires dangereux», qui menacent de compliquer encore la prochaine échéance électorale: le «marasme économique et social» avec ses «conséquences tragiques pour des millions d'Européens» ; «l'image d'une Europe punitive, extérieure aux peuples» ; le «populisme qui se nourrit de la mondialisation». «La confiance n'est pas là», s'est inquiété Delors en appelant à «réagir avec force», à quelques jours du prochain sommet européen.

### Redonner du «sens» au dialogue social en Europe

L'ex-président de la commission a surtout insisté sur «le décalage» entre une «rigueur en action» et une «relance qui ne vient pas». «Les 120 milliards du plan de relance demandé par [François Hollande](#), où en sont-ils? Qui s'en occupe?», a-t-il interrogé. L'Union économique et monétaire ne fonctionnera pas si après les effets d'annonces, il faut attendre des mois pour avoir des effets.» Delors a plaidé pour une harmonisation fiscale et «un début d'harmonisation sociale». Il a appelé à redonner du «sens» au dialogue social en Europe. «Il ne faut pas oublier de tracer le chemin de l'espoir,» a-t-il résumé, en rappelant les missions historiques de l'Europe. «N'ayez pas peur! Nous y arriverons!», a-t-il conclu en paraphrasant le pape Jean-Paul II, avant de recevoir une standing ovation de la salle.

Plus tôt dans la journée, le premier ministre [Jean-Marc Ayrault](#) était venu déjeuner à la Mutualité avec les responsables socialistes européens et le premier secrétaire Harlem Désir. Le chef du gouvernement a indiqué qu'il fallait trouver un juste équilibre entre la nécessaire réduction des déficits et les investissements et la croissance. «Il faut préparer ce rendez-vous de 2014», a-t-il prévenu. Les socialistes ont quelque chose à proposer pour réorienter l'Europe, pour la rendre plus forte. Il faut défendre une Europe plus sociale et solidaire, redonner confiance dans le rêve européen, ne jamais baisser les bras». En évoquant la «souffrance» des peuples, il a appelé, comme Delors, à accélérer les réponses concrètes. «S'il n'y a rien de concret, les peuples diront que c'est de la faute de l'Europe. L'élection de François Hollande a permis de faire de nombreux pas, nous voulons en faire davantage.»

## **«Renaissance de l'Europe»**

Lui aussi, le premier secrétaire du PS a appelé à une «renaissance de l'Europe» basée sur la croissance et l'emploi. Harlem Désir a dénoncé l'«échec» des politiques d'austérité des «gouvernements conservateurs» et de la Commission européenne, «incapables d'apporter une réponse à la crise». Il a critiqué la façon dont est abordée la question des déficits par la Commission européenne: selon lui, un «échec flagrant». «Nous demandons donc qu'il y ait une nouvelle doctrine, a-t-il lancé devant des journalistes. La réalité, c'est qu'aujourd'hui, plusieurs pays, qui ont été soumis à des plans draconiens de réduction des dépenses publiques, ont d'ores et déjà totalement réduit leurs déficits structurels. Il est absurde de s'en tenir à une approche qui ne tient compte que des déficits nominaux», a-t-il relevé.

Dimanche, le PS poursuivra en débattant de l'Europe, lors d'une convention du parti consacré à un sujet qui a toujours divisé les socialistes.

Au «Forum des progressistes», la nostalgie de l'Europe de Delors

À la veille d'une Convention du PS sur l'Europe, un forum a regroupé samedi 15 juin à Paris les représentants des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens.

16/6/13 - Mis à jour le 16/6/13 - 18 H 00



ERIC PIERMONT / AFP  
AVEC CET ARTICLE

### **Le PS tente de masquer ses divisions sur l'Europe**

Moins d'un an avant les élections au Parlement européen, les socialistes et sociaux-démocrates de l'Union européenne se sont réunis pour lancer la campagne de leur famille politique, revenant longuement sur la crise de confiance au projet européen, qui « pourrait emmener à des résultats problématiques aux élections européennes pour le groupe socialiste ».

Ovationné par l'assistance, [Jacques Delors, invité en tant que « grand témoin »](#), a été la voix la plus écoutée du forum. L'ancien président de la Commission européenne y a prôné un retour à la « grande Europe », pour notamment faire face à la montée des populismes au sein de l'Union. Un discours qui intervient au moment même où, selon les études d'opinion, les populations des États membres sont de plus en plus nombreuses à ne plus se reconnaître dans l'idée européenne.

Pour Jacques Delors, il faut en finir avec « l'Europe punitive, celle qui fait penser à un enseignant méchant » et se prémunir contre « ce populisme qui se nourrit de la mondialisation mais aussi des conséquences des plans d'assainissement économiques ». Face à la presse, Jacques Delors a appelé à appliquer le plan européen de relance de 120 milliards d'euros de juin 2012, de même que le plan franco-allemand sur le chômage des jeunes.

## **UNE COOPÉRATION RENFORCÉE**

L'homme qui fut à la tête de la Commission européenne jusqu'en 1994 a proposé une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire, où « chacun prend en compte le bien commun, et pas seulement la troïka (Commission, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international, NDLR.) et le tandem franco-allemand ».

La réforme de l'UE devra être « structurelle », a-t-il ajouté, car les problèmes rencontrés ne sont pas juste liés à la conjoncture de la crise, rappelant l'accélération de l'écart entre le nord et le sud de l'Europe. Il a appelé à une reconstruction de l'union monétaire, fondée sur la solidarité et une harmonisation fiscale au niveau européen.

Avec son appel à un retour à la "grande Europe", l'ancien dirigeant socialiste âgé de 88 ans demande à l'Union à ne pas reculer sur les droits de l'homme. « Il faut redonner à l'Europe une vision conforme à son histoire. Qu'est-ce que cela vous fait lorsque des gouvernements européens vont voir Vladimir Poutine pour lui demander des réductions sur le gaz ? Cela ne vous donne-t-il pas envie de tout casser ? ». Et de souligner « la responsabilité démocratique de l'Union », au sein de laquelle, en interne, le dialogue social doit « retrouver un sens », « parce qu'il est devenu une messe sans foi »

## **CONTRE L'EUROSCEPTICISME ET LE POPULISME, « L'EUROPE DE DELORS »**

Participant également au forum, Catherine Trautmann, députée européenne, le secrétaire national du Parti Démocrate italien, Gugliemo Epifani, le secrétaire général du Parti socialiste portugais, Antonio José Séguro, le président du Pasok grec, Evangelos Venizélos, et la députée travailliste britannique, Emma Reynolds, sont revenus, pour la plupart, sur les thèmes du discours de Jacques Delors : la transparence financière, la crise de la démocratie, le chômage endémique des jeunes.

Pour Bruno Tobback, président du parti socialiste flamand, SPA : « L'Europe ne possède qu'une chose, c'est la qualité de sa société. Il ne faut pas perdre cela. L'Europe de Delors était une Europe d'harmonisation vers le haut. Aujourd'hui, nous avons une Europe d'harmonisation vers le bas ».

Comme les autres intervenants, le président du Parlement européen, Martin Schulz, probable future candidat pour la présidence de la Commission européenne, est revenu sur la montée de l'euroscepticisme : « L'idée européenne est menacée parce que les citoyens s'épuisent. Mais un mécontent n'est pas forcément un europhobe. »

L'enjeu pour les partis de gauche européens sera de reconquérir l'électorat de ces « mécontents » d'ici au scrutin de mai 2014.

***LOU GARÇON***

# Le Télégramme

**Point de vue. La croisade de Jacques Delors**

17 juin 2013 - [Réagir à cet article](#)

**Discret depuis son retrait de la vie politique, Jacques Delors s'est fendu d'un coup d'éclat, samedi, à l'occasion du forum des progressistes européens, dénonçant ces dirigeants européens qui « vont négocier chacun pour soi chez Poutine ».**

Il est rare que Jacques Delors sorte de son silence. À 87 ans, l'ancien président de la Commission Européenne ne veut gêner ni sa fille, Martine Aubry, maire de Lille, qui figure, avec Manuel Valls, Alain Juppé, Christine Lagarde et François Fillon, dans le peloton de tête des personnalités politiques estimées des Français (selon un sondage Ipsos - Le Point), ni François Hollande qui fut, avec le Club « Témoins » et les « Rencontres de Lorient », son disciple zélé. Mais samedi, à la Mutualité, où se tenait le Forum desprogressistes européens - prélude, pour le PS, à sa campagne pour les Européennes de 2014 -, l'homme qui renonça à porter les espoirs du PS à la présidentielle de 1995 a éclaté. « Où sont les 120 milliards d'euros du plan de relance européen ? Qu'est-ce que c'est que cette Europe dont les dirigeants vont négocier chacun pour soi chez Poutine ? »

## Petits génies

Delors retrouve son humeur de ministre de l'économie de Pierre Mauroy, pestant contre les « petits génies du PS » qui faisaient le siège de François Mitterrand pour sortir de la zone monétaire européenne. C'était en 1983. Trente ans après, alors que populistes de gauche et de droite mettent en accusation Bruxelles et Berlin, et réclament la sortie de l'euro, il enrage de voir de nouveaux « petits génies » comploter. Or, ceux-ci ne se trouvent pas seulement à « Maintenant la gauche » - le courant d'Emmanuel Maurel et de Marie-Noëlle Lienemann - mais au gouvernement : Cécile Duflot, Arnaud Montebourg et surtout Benoît Hamon, dont le courant « Un monde d'avance » conteste ouvertement la ligne du président de la République, et ne se résout que du bout des lèvres, à une simple « révision » du pacte de stabilité budgétaire.

## Ovation dans la cathédrale

Pour Delors, les socialistes français devraient faire front commun pour imposer une harmonisation fiscale et sociale et la mise en oeuvre d'un plan de relance avec le social-démocrate allemand Martin Schulz, président du parlement européen. C'est si grave à ses yeux qu'il a entamé, dès le 23 mai, à Lille, par une conférence ovationnée en la cathédrale de la Treille (où 3.000 personnes assistaient, jeudi, aux obsèques de Pierre Mauroy), une véritable croisade, poursuivie par une interview à la télévision portugaise, sur le thème « Aux Etats, la rigueur, à l'Europe, la relance ». Sera-t-il entendu ? Une chose paraît sûre en tout cas : le PS, déjà en dernière position (selon le site Huffington Post) avec 15 % d'intentions de vote aux européennes derrière l'UMP (19 %), ne gagnera rien à courir derrière le FN (18 %). Voilà pourquoi, de sa voix tremblante d'émotion, Delors lance aux chers amis qui l'ont tant déçu, l'appel de Jean-Paul II, naguère, aux Polonais « N'ayez pas peur ! ».

**Jacques Delors, l'arroseur arrosé**16 JUIN 2013 Par [VINGTRAS](#)

Plusieurs déclarations de l'ancien Président de la Commission européenne\*, tant à la télévision portugaise qu'à la Convention Europe du Parti socialiste, montrent à quel point le "maître à penser" de François Hollande s'est fourvoyé.

"N'ayez pas peur, nous y arriverons !" a-t-il déclaré devant les socialistes après avoir délivré un message critique à l'égard des politiques conservatrices et punitives qui prévalent aujourd'hui.

Mais face au marasme économique et social croissant du vieux Continent sous la férule libérale, cet homme politique issu de la démocratie chrétienne, syndicaliste CFTC et ancien ministre de l'économie et des finances de François Mitterrand responsable du tournant de la rigueur en 1983, en est réduit à la méthode Coué et à l'exhortation.

En effet, que valent ces belles paroles adressées aux partenaires européens leur demandant de réagir avec force et promptitude pour faire vivre l'idéal du drapeau bleu aux étoiles d'or si la communauté n'a aucun véritable budget de croissance ?

Relancer le grand chantier n'est autre qu'un voeu pieux.

Dès lors, ce natif de la Corrèze peut observer les décombres du monstre qu'il a contribué à créer et qui s'est peu à peu englué dans une bureaucratie kafkaïenne.

A quand la métamorphose ?

\* de 1985 à 1995

NB/ il y a 73 ans, le 16 juin 1940, suite à la démission de Paul Reynaud, le Président Albert Lebrun chargeait le Maréchal Philippe Pétain de former le nouveau gouvernement de la République. Il introduisait ainsi le loup dans la bergerie...



**Les "je n'aime pas" en Europe de Jacques Delors**

**LE DIMANCHE 16 JUIN 2013 À 08:42**

**Les "je n'aime pas" en Europe de Jacques Delors**

L'ancien président socialiste de la commission européenne, Jacques Delors, était l'invité d'honneur samedi du Forum des progressistes européens qui se tenait à Paris. L'occasion de critiquer le manque de solidarité entre les pays européens et l'attitude de Bruxelles face aux chefs d'Etat, "un professeur méchant, dur, qui va le sermonner". Jacques Delors, 87 ans qui fut l'un des pionniers de l'Union, attend des Etats-membres qu'ils retrouvent le chemin de La grande Europe. bob S Jacques Delors avec Nasser Madji

## LE JOURNAL DU JURA

### **Les progressistes européens dénoncent les politiques d'austérité**

Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation à Paris pour "rompre avec les politiques d'austérité" des "conservateurs" qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples. Elles ont prôné la relance à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

(ats) Ce "Forum des progressistes européens" se voulait aussi l'occasion pour ces responsables de se concerter en vue des élections au Parlement de Strasbourg, en 2014, et de dégager les grands axes de leur campagne.

"Il faut mettre un terme à la politique d'austérité qui n'a rien réglé. Aucun pays au monde n'a pu réduire ses dettes en s'appauvrissant", a lancé Antonio José Seguro, secrétaire général du Parti socialiste portugais. M. Seguro a souligné, avec des représentants italien, espagnol, grec, les "grands sacrifices" déployés par les pays pour réduire les déficits publics sans que la situation, ont-ils affirmé, s'améliore pour autant.

La réunion de Paris est "un sommet de l'alternative face à l'échec des politiques qui ont été conduites ces dernières années sous l'égide des gouvernements conservateurs et de la majorité de droite au sein de la Commission européenne, et qui ont été incapables d'apporter une réponse à la crise", a déclaré le Premier secrétaire du PS français, Harlem Désir.

"Nous considérons, a-t-il ajouté, que la façon dont est abordée la question des déficits aujourd'hui par la Commission est un échec flagrant. Nous demandons donc qu'il y ait une nouvelle doctrine".

Jacques Delors très applaudi

Très applaudi, Jacques Delors a décoché quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les "idées néo-libérales".

"Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile", s'il accepte d'être moins payé, entre autres, "le système est sauvé", "Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents", a-t-il lancé, devant une assistance ravie.

Etait également présent le président du Parlement européen Martin Schulz, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

- [Connectez-vous](#) ou [inscrivez-vous](#) pour publier un commentaire



## Séisme à Villeneuve-sur-Lot ?

17 JUIN 2013 Par [HUBERT HUERTAS](#)

La déconfiture du Parti socialiste est évidente à Villeneuve sur Lot où l'on votait pour élire le successeur de Jérôme Cahuzac à l'Assemblée. Mais autre chose se dessine, de plus lourd, et qui sort du schéma classique de l'alternance droite gauche. Si dimanche prochain les électeurs du Lot votent comme l'ont fait au second tour les électeurs de l'Oise, il y a trois mois, nous entrerons dans une autre dimension. La dimension Front National.

Bien-sûr il y a l'effet Cahuzac lisible dans certains scores extravagants, comme ces 3,28% pour un « Parti d'en rire » en référence à Pierre Dac et Francis Blanche. Et François Hollande pouvait toujours dire, hier soir, que ce résultat est « une séquelle », l'explication est courte. C'est la huitième législative que le PS perd en huit élections. L'échec est donc national.

Il atteint toute le gauche. L'affaire Cahuzac n'a provoqué aucun transfert de voix à l'intérieur de la majorité. Le Front de gauche et les écologistes plafonnent à des niveaux très bas...

Jean-François Copé pouvait parler à juste titre de « Nouveau désaveu cinglant » pour François Hollande, le problème c'est que ni l'effet Cahuzac, ni le rejet de la majorité n'ont gonflé les voiles de l'opposition classique. Jean-Louis Coste, le candidat UMP, a gagné moins de deux points depuis un an, à peine un souffle malgré le climat national et la tempête locale.

Le gagnant du premier tour, incontestablement, c'est Etienne Bousquet-Cassagne, le candidat du Front National qui fait bondir le résultat de son Parti de 15,7% à plus de 26%, soit une hausse de 75%...

Et ce n'est peut-être pas fini. Le PS en a appelé au Front Républicain, c'est-à-dire à voter pour l'UMP. Il l'avait fait dans l'Oise, en mars dernier, mais le candidat Front National avait gagné 22 points entre les deux tours.

Ou bien c'était une particularité locale, ou bien c'était le symptôme d'un phénomène plus ample, et dans ce cas on le retrouvera dimanche prochain, comme l'espère Marine le Pen qui parlait de « vote historique ».

La montée d'un parti protestataire et nationaliste deviendrait alors irrésistible, comme un peu partout en Europe à des degrés divers. Jacques Delors mettait le PS en garde samedi, contre « des adversaires qui ne sont pas dans le débat démocratique », et il citait « le marasme économique et social », ainsi que « l'image d'une Europe punitive, extérieure aux peuples, un professeur vilain, sourcilleux, méchant par moment, qui dicte ce qu'il faut faire ».

Il est clair que le Front National capitalise sur ce sentiment là, plus que tous les autres, et qu'en ce sens l'élection du Lot nous renvoie à une autre époque. Bruxelles et Berlin, accrochés à leur austérité, font furieusement penser à la France du Traité de Versailles, en 1920, agrippée à des sanctions qui humiliaient alors l'Allemagne et les vaincus de 14-18...

On connaît hélas la suite...

*France-Culture : 7h36 ; France Musique : 8h07 ; Twitter : @huberthuertas*

# lejournal

DE SAONE-ET-LOIRE

## Les socialistes divisés

### Les plaies du référendum de 2005 restent vives à gauche et ce week-end ne risque pas de les calmer.

Qui a dit que le Parti socialiste s'était apaisé sur l'Europe ? François Hollande peut se faire du souci : la querelle, qui avait amené le parti au bord de l'implosion lors du référendum de 2005, est plus vive que jamais. Deux rendez-vous organisés ce week-end l'ont relancée : aujourd'hui un Forum des progressistes, avec les leaders de la gauche européenne ; demain une convention sur l'Europe, qui doit entériner un texte fixant la doctrine socialiste.

Cette convention a dérapé dès avril, quand l'aile gauche du PS avait glissé dans le texte des attaques contre « la chancelière de l'austérité », Angela Merkel. Elle s'est depuis abîmée dans des accusations de « manipulation », qui recouvrent un désaccord de fond sur la politique économique de l'Europe - et donc de la France. « On n'a pas digéré complètement le référendum », regrette Gérard Fuchs, de la Fondation Jean-Jaurès, soulignant que « certains oublient qu'on ne fait pas l'Europe tout seul ».

C'est pour en faire la démonstration qu'est réuni aujourd'hui à Paris ce Forum des progressistes : une députée du Labour britannique, le patron des socialistes espagnols, et surtout Jacques Delors, plaideront le réalisme européen. Le Forum est également l'occasion de présenter le futur candidat des gauches européennes à la présidence de la Commission, après les élections de mai 2014 : l'Allemand Martin Schulz, actuel président du parlement européen. Au terme d'une campagne droite-gauche, « il faut remplacer le libéral mou Barroso par le social-démocrate dur Schulz », résume Gérard Fuchs.

Et François Hollande ? Il s'évertue, comme toujours, à réaliser la synthèse. Il travaille avec la conservatrice Merkel, par nécessité. Il brocarde la Commission, par réflexe nationaliste. Il pousse le PS dans une campagne droite-gauche, par souci identitaire.

# TV5MONDE

actualites : Les ***progressistes européens*** pour une alternative à l ***...***  
TV5-15 juin 2013

**Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la ... Ce "Forum des progressistes européens" se voulait aussi l'occasion pour ...**

## POLITIQUE - LE WEEK-END DU PS SERA CONSACRÉ AUX SUJETS EUROPÉENS LES SOCIALISTES RESTENT DIVISÉS SUR L'EUROPE

**TAGS :**

***Qui a dit que le Parti socialiste s'était apaisé sur l'Europe ? François Hollande peut se faire du souci : la querelle, qui avait amené le parti au bord de l'implosion lors du référendum de 2005, est plus vive que jamais. Deux rendez-vous organisés ce week-end l'ont relancée : aujourd'hui un Forum des progressistes, avec les leaders de la gauche européenne ; demain une convention sur l'Europe, qui doit entériner un texte fixant la doctrine socialiste.***

Cette convention a dérapé dès avril, quand l'aile gauche du PS avait glissé dans le texte des attaques contre « la chancelière de l'austérité », Angela Merkel. Elle s'est depuis abîmée dans des accusations de « manipulation », qui recouvrent un désaccord de fond sur la politique économique de l'Europe - et donc de la France. « On n'a pas digéré complètement le référendum », regrette Gérard Fuchs, de la Fondation Jean-Jaurès, soulignant que « certains oublient qu'on ne fait pas l'Europe tout seul ».

C'est pour en faire la démonstration qu'est réuni aujourd'hui à Paris ce Forum des progressistes : une députée du Labour britannique, le patron des socialistes espagnols, et surtout Jacques Delors, plaideront le réalisme européen. Le Forum est également l'occasion de présenter le futur candidat des gauches européennes à la présidence de la Commission, après les élections de mai 2014 : l'Allemand Martin Schulz, actuel président du parlement européen. Au terme d'une campagne droite-gauche, « il faut remplacer le libéral mou Barroso par le social-démocrate dur Schulz », résume Gérard Fuchs.

### ***Le slalom de Hollande***

Et François Hollande ? Il s'évertue, comme toujours, à réaliser la synthèse. Il travaille avec la conservatrice Merkel, par nécessité. Il brocarde la Commission, par réflexe nationaliste. Il pousse le PS dans une campagne droite-gauche, par souci identitaire. Et il vante l'œuvre de Gerhard Schröder, pour fixer une ligne sociale-démocrate... Périlleux exercice mais, toujours traumatisé par le souvenir de 2005, a-t-il vraiment le choix ?

Francis BROCHET



## Le PS tente de masquer ses divisions sur l'Europe

**Le Parti socialiste réunit samedi 15 et dimanche 16 juin un « forum des progressistes européens » et une convention sur l'Europe.**

**15/6/13**

**Souvent divisés sur la question européenne, les socialistes veulent se montrer unis derrière François Hollande.**

**Refusant « le cap de l'austérité », le PCF et le Front de gauche organisent de leur côté des « assises citoyennes ».**

### AVEC CET ARTICLE

Au conseil national du PS, les « conservateurs » européens montrés du doigt

Toutes les gauches au chevet de l'Europe... Mais chacune dans son coin. À moins d'un an des élections européennes du 25 mai 2014, le Parti socialiste organise samedi 15 juin, à la Maison de la Mutualité à Paris, un « forum des socialistes européens ». Un rassemblement international suivi d'une convention nationale intitulée « Notre Europe », dimanche 16 juin, dans la même salle parisienne.

Dimanche aussi, à quelques kilomètres de là, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), les dirigeants du Parti communiste et du Parti de gauche tiennent des « assises citoyennes » avec de nombreux responsables associatifs et syndicaux, rejoints par la direction d'Europe Écologie-Les Verts et une partie de l'aile gauche du PS.

### LE « PREMIER ACTE » AVANT LES EUROPÉENNES DE 2014

Les dirigeants de dix pays membres de l'Union européenne, dont les patrons des partis socialistes espagnol, portugais et grec, ont répondu présents au forum. De même que l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors et le président du Parlement européen Martin Schulz. Le social-démocrate allemand devrait d'ailleurs être le candidat des socialistes et sociaux-démocrates européens pour la présidence de la Commission européenne, issue du scrutin de 2014.

Le rassemblement « *des forces progressistes d'Europe sur un programme commun contre l'austérité et pour la croissance* » est le « *premier acte de notre future campagne européenne* », a expliqué le premier secrétaire du PS Harlem Désir, qui est député européen depuis 1999 et entend mener à nouveau la bataille comme tête de liste en Île-de-France.

### LE PS CRAINT D'ÊTRE DERRIÈRE LE FN

Plus que les élections municipales de mars 2014, le PS craint l'échéance des Européennes du 25 mai suivant. Selon un sondage de l'institut britannique YouGov pour l'édition française du site Huffington Post et iTélé, le Front national effectuerait une percée, avec 18 % des intentions de vote, juste derrière l'UMP (19 %), le PS n'obtenant que 15 %.

Si ce scénario se confirmait, ce serait un échec qui suivrait un autre revers pour le PS : lors du scrutin de 2009, les listes socialistes (16,48 %) avaient été talonnées par celles des Verts (16,28 %), obtenant comme elles 14 députés au Parlement européen.

### TRAUMATISME DU RÉFÉRENDUM DE 2005

La crainte d'une contre-performance, sur fond de politiques d'austérité et de montée des populismes en Europe, a conduit le PS à organiser ce forum de mobilisation et une convention pour fixer sa ligne politique. C'était oublier que la question européenne divise de façon

récurrente les socialistes. Surtout depuis le traumatisme du [référendum sur la constitution européenne en 2005](#).

La fracture d'alors entre partisans du « oui » et du « non » a laissé des traces durables. Les socialistes ont ainsi renoué avec leurs divisions ces dernières semaines. L'élaboration d'une position commune en vue des élections européennes a alimenté durant deux mois les controverses et désaccords.

### **« BATAILLE DES CHIFFRES »**

En avril, les premières ébauches du texte « Notre Europe », qui plaide pour [une réorientation](#) de l'Europe, ont embarrassé l'exécutif et pollué les relations franco-allemandes car la chancelière [Angela Merkel](#) y était qualifiée de « chancelière de l'austérité ». La phrase a finalement été gommée.

Puis, ce sont les conditions de vote du texte et des amendements par les militants, le 6 juin, qui ont suscité « une bataille des chiffres » entre la direction et l'aile gauche du parti. « *Chiffres farfelus* », « *méthode de calcul scandaleuse* », menace de boycott de la convention...

Le courant « Un monde d'avance », proche de Benoît Hamon, et celui de « Maintenant la gauche », de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel, ont défendu leurs positions contre les politiques d'austérité européennes.

### **COMPROMIS SUR LE PACTE DE STABILITÉ BUDGÉTAIRE**

Validé à près de 90 % par les militants, [le document « Notre Europe »](#), qui doit être définitivement adopté dimanche 16 juin par la convention, est finalement un texte de « synthèse ». Un accord a été trouvé dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 juin. L'aile gauche a lâché du lest sur le pacte de stabilité budgétaire, acceptant sa simple « *révision* » alors qu'elle réclamait sa « *suspension* ». En contrepartie, le document final insiste sur la « *dimension sociale de l'Europe* ».

À l'Élysée, on pousse un « ouf » de soulagement, le PS affichant un « *soutien fort* » à la ligne de « *réorientation* » du président de la République. Alors que François Hollande participera les 27 et 28 juin à un Conseil européen, un haut dignitaire du PS est convaincu que le parti a su engager un nouveau rapport de force en Europe. La fameuse phrase à l'encontre de la chancelière aurait même « *aidé* » le chef de l'Etat.

### **DES ASSISES CITOYENNES POUR « CHANGER DE CAP »**

Changement de décor. À Montreuil, les organisations de gauche qui avaient mobilisé le 5 mai « contre l'austérité, contre la finance, pour une VI<sup>e</sup> République » tenteront de monter encore en puissance. Communistes, Mélenchonistes, mais aussi les écologistes d'EELV (Pascal Durand) et des socialistes de l'aile gauche du PS (Marie-Noëlle Lienemann) se réuniront en assises citoyennes « pour changer de cap en France et en Europe ».

« *Les assises s'annoncent comme un événement de très grande portée, un événement majeur qui va marquer la période* », assure le secrétaire national du PCF Pierre Laurent. « *On visait 1 000 représentants, on sera beaucoup plus que cela, 1 500 ou 2 000* », ajoute-t-il, expliquant que l'objectif est de créer « *un arc de forces politiques très large* » et d'élaborer « *un front de propositions alternatives à l'austérité* ».

### **CORINNE LAURENT**

## Jacques Delors dans Público pour évoquer la situation actuelle de l'UE

le 19 Juin 2013 à 10:13  
Entretien par Jacques Delors

[Texte intégral](#)



Jacques Delors, notre président fondateur, a accordé un long entretien au journal portugais *Público*, lors de son dernier passage à Lisbonne. Sans tabou, il évoque dans cet article la crise en Europe et y livre son analyse de la situation.

Nous vous proposons la [traduction française](#) de cet entretien.

**Jacques Delors dans Les échos: « Il faut un saut politique pour consolider le modèle social européen »**

le 26 Août 2013 à 10:09  
par Jacques Delors

# Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ECONOMIE

Jacques Delors, notre président fondateur, a accordé un long entretien au journal Les échos publié le 26 août 2013, sur la crise, l'union économique et monétaire, la place du Royaume-Uni dans l'UE et le modèle social européen.

**« Il faut un saut politique pour consolider le modèle social européen »**

Par [Henri Gibier](#) | 26/08 | 06:00 | mis à jour à 09:33 | [3commentaire](#)

**Face au double choc du surendettement des Etats membres et de la crise financière mondiale, comment voyez-vous l'avenir du modèle social européen ?**

Cette formule a tellement été citée à tort et à travers qu'elle a perdu une partie de son sens. J'ai toujours pensé d'abord que ce qui caractérisait l'Europe occidentale, c'était une vision équilibrée entre la société et l'Etat d'une part, l'individu d'autre part. Alors qu'aux Etats-Unis le primat de l'individu est très vite apparu, me semble-t-il, comme une évidence, compte tenu des traditions et du système juridique - le Japon privilégiant à l'inverse l'encadrement de cet individu par la société et par l'Etat. J'ai toujours eu le souci, dans mes responsabilités européennes, de maintenir cet équilibre caractéristique de notre modèle de société.

Mais il s'agit aussi d'un modèle où les dépenses sociales par rapport au produit intérieur brut constituent une part plus importante, entre un quart et un tiers suivant les pays, que dans les autres ensembles industriels de la planète (entre 15 et 20%). C'est enfin un modèle où les relations industrielles, entre le patronat et les syndicats de travailleurs, jouent un rôle central, constitutif même du processus démocratique. Avec quelques nuances selon les pays, qu'ils se rattachent à la philosophie de Beveridge ou à celle de Bismarck. Et selon la place qu'ils reconnaissent respectivement à l'Etat et aux conventions collectives dans les décisions portant sur les salaires, les conditions de travail et les systèmes de sécurité sociale.

**On reproche souvent aux instances européennes d'avoir privilégié le marché unique ou la construction monétaire aux dépens du social...**

Ce n'est pas exact, du moins durant les années de ma présidence de la Commission. C'est ce modèle, dans sa globalité, que je me suis employé à imprimer au niveau européen entre 1985 et 1995. Les syndicats ont soutenu la relance de la construction européenne par l'Acte unique (1987), lequel était fondé sur trois principes: compétition, coopération et solidarité. Les négociations autorités européennes-patronat-syndicats ont été constantes et ont abouti notamment à la déclaration - suivie des textes d'application - sur les droits des travailleurs (1989), puis à l'inscription dans le traité de Maastricht des articles 154 et 155 qui permettent à l'Union européenne d'adopter une directive sur la base d'un accord conclu entre les organisations patronales et syndicales. Pendant cette période, 27 directives sociales ont été adoptées. Le volet solidarité s'est aussi traduit par le développement spectaculaire des actions financées par l'Union européenne en faveur des régions en retard ou en difficulté. Cela représente encore de nos jours près d'un tiers du budget communautaire. L'Europe sociale existe donc dans le cadre des traités existants et en respectant le principe de subsidiarité qui laisse aux pouvoirs nationaux une grande partie du domaine social. C'est l'union dans la diversité.

## **Ce modèle social européen tel que vous le définissez peut-il survivre à la nouvelle donne que nous connaissons depuis la crise financière mondiale ?**

La mondialisation a forcément des conséquences sur les relations sociales. Puisque, généralement, les entreprises pensent mondial alors que les syndicats jouent national et, quand ils en ont la possibilité, européen. C'est la raison pour laquelle on a essayé d'obtenir qu'au niveau européen il y ait au moins un plancher de droits sociaux et que l'on a aussi créé le comité d'entreprise européen. Mais avec la mondialisation, on a vu la pratique patronale évoluer et privilégier désormais la négociation dans l'entreprise plutôt qu'au niveau national ou à celui des branches d'activité. Cette évolution a mis en difficulté les organisations syndicales. C'est un mouvement général dont on n'a pas encore mesuré toutes les conséquences sur les grands modèles sociaux traditionnels (nordique, allemand, anglais, français...). Tout cela s'est fait sentir au niveau européen. Ce qui m'a conduit à dire qu'il ne fallait pas que ce dialogue social devienne la messe sans la foi. Nous avons encore plus besoin d'une dimension sociale à l'échelle de l'Union européenne, pour lutter contre le chômage et l'exclusion sociale.

Les politiques sociales ont également été affectées par l'élargissement. Nous avons accueilli des pays au niveau de vie très inférieur à celui des pays fondateurs, ce que la politique de cohésion économique et sociale corrigeait progressivement. Mais ces distorsions n'avaient rien à voir avec celles engendrées depuis 2008 par la crise financière. Il s'en est suivi un repli sur soi des Etats membres et des partenaires sociaux. Une partie des bénéfices procurés par la politique de cohésion en faveur de la Grèce, l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal a été annulée par la crise et, il faut bien le dire, par les folies bancaires et financières de ces pays. Ce qui est apparu, et non encore résolu, c'est le décalage entre les défis énormes auxquels est confrontée l'Europe et sa faible capacité institutionnelle de décision et d'action.

## **Le modèle social est accusé aujourd'hui de coûter trop cher et d'avoir un impact négatif sur la compétitivité européenne. Ces deux critiques vous paraissent-elles recevables ?**

Sur le premier point, un rappel : j'avais proposé, au nom de la Commission, un Livre blanc en 1993. Mon analyse de la situation prévoyait, sans aucun mérite, ce qui allait se passer. L'avertissement portait sur le fait que les générations adultes se disputaient les dividendes de la croissance sans se préoccuper de ceux qui allaient venir ensuite ou des personnes âgées. A mes yeux, c'est une des causes de nos problèmes actuels. Le second sujet que vous évoquez est le « dumping social ». Il existe certes, mais beaucoup d'auteurs ont déjà démontré qu'il ne fallait pas en exagérer la portée. Le système de compétition mondiale est particulièrement complexe compte tenu des diverses formes de délocalisation dont profitent aussi les entreprises européennes.

## **L'Europe a-t-elle fait ce qu'elle devait pour défendre son modèle social ?**

La faille réside dans la zone euro, dont la création ne s'est pas accompagnée, comme le préconisait le comité Delors en 1989, d'un renforcement des politiques de coordination économique et sociale. En permettant à tous les pays de la zone de bénéficier de taux très bas, l'euro a masqué pendant un temps les écarts d'adaptation qui se creusaient entre les pays les moins industrialisés et les autres.

Le Conseil européen et le Conseil de l'euro n'ont pas consacré l'attention suffisante à l'évolution des structures économiques de la zone, pas plus qu'aux facilités financières ou monétaires de certains pays membres. C'est pourquoi l'urgence première est de renforcer la capacité institutionnelle et politique dans la zone euro. Les solutions existent, sans avoir à modifier les traités.

## **Une relance du social à l'échelon européen vous paraît-elle encore envisageable ?**

Un nouveau progrès social ne sera pas possible sans un renforcement de la gouvernance européenne. En outre, pour avancer, il faudrait accepter un minimum de mutualisation financière, à l'intérieur de la zone euro, en contrepartie, bien entendu, d'un renforcement des disciplines communes. Je ne vois pas de possibilité de consolider et de renforcer le modèle social sans un saut politique et une refondation des relations industrielles. Tant qu'on n'aura pas consolidé l'Union économique et monétaire, on ne pourra pas aller très loin en matière de cohésion sociale. Mais, en parallèle, il ne faut surtout pas oublier l'Europe des Vingt-Huit. Cette « grande Europe » reste une référence dans le monde, c'est une expérience unique qui a permis de maintenir la paix et des relations positives entre les pays européens sous l'empire du droit et de la concertation politique. Une relance est vitale par des politiques de voisinage, des relations clarifiées avec la Russie, de nouveaux pactes avec l'Afrique, si prometteuse, et avec les Amériques.

## **Est-ce possible avec le Royaume-Uni, qui souhaite l'inverse ?**

Les Anglais sont un frein puissant dans une Europe qui a un trop petit moteur. S'ils n'acceptent plus le contrat de mariage, il faudra bien qu'ils en tirent les conséquences, comme ils vont pouvoir le faire par la voie de leur référendum... s'il a vraiment lieu.

**Jacques Delors, Thierry Repentin, Elisabeth Guigou et António Vitorino dans le JDD s'engagent contre les eurosceptiques**

le 16 Septembre 2013 à 10:41

Article par Jacques Delors, António Vitorino et Elisabeth Guigou

# Le Journal du Dimanche

Jacques Delors, Thierry Repentin, Elisabeth Guigou et António Vitorino dans le JDD s'engagent contre les eurosceptiques en lançant le débat européen en vue des élections de mai 2014 en co-signant une tribune "Europe: le débat c'est maintenant" dans le cadre de la conférence du même nom organisée le 16 septembre 2013 à l'Assemblée nationale.

Voici le texte publié par le JDD:

## **TRIBUNE - L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors évoque les enjeux des prochaines élections européennes de 2014 \*.**

L'Europe est-elle trop ouverte? Pas assez solidaire? La crise l'a-t-elle rendue trop favorable à l'austérité? Fait-elle ce qu'il faut pour réguler la finance, lutter contre le chômage? Comment peut-elle mieux préserver l'environnement? Quelles doivent être ses relations avec les États-Unis, et le reste du monde? Doit-elle se doter d'une politique migratoire commune? Comment la démocratiser? Voilà quelques-uns des enjeux devant conduire au choix électoral du printemps prochain, qui permettra d'offrir aux citoyens orientations et propositions en phase avec leurs attentes.

L'EUROPE n'est pas responsable de tout, ses compétences, ses pouvoirs sont limités. Elle ne mérite pas les excès d'honneur ou d'indignité dont elle est l'objet. Ses décisions et ses politiques ne tombent pas du ciel : elles découlent de négociations entre institutions européennes et gouvernements nationaux. Élire nos représentants au Parlement européen est le moyen le plus direct de leur donner une orientation. C'est une occasion unique, dans un contexte où le pas entre euroscepticisme et rejet pur et simple risque à tout moment d'être franchi.

LES PARTIS EXTRÉMISTES entendent faire de ces élections un référendum pour ou contre l'Europe - ou l'euro -, tirant parti de la dégradation de son image engendrée par la crise et sa gestion. Le rendez-vous du 25 mai permettra, au contraire, de choisir entre des conceptions très différentes du projet européen.

LES FORCES POLITIQUES européennes sont appelées à désigner leur candidat à la présidence de la Commission. Cette nomination se fera en tenant compte des élections de mai 2014, qui vont donc permettre de mettre des visages sur les clivages qui structurent la vie politique européenne. Elles devront aussi conduire à aller au-delà de la vieille opposition "pro/anti-Europe", grâce à une confrontation entre des visions différentes de l'Union européenne.

LE DÉBAT doit mettre en exergue les divergences qui séparent conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates, écologistes et communistes. Les élections porteront sur le bilan d'une Union largement dominée par les conservateurs et les libéraux au cours des dernières années et doivent conduire à départager des programmes alternatifs à l'horizon 2020, afin d'offrir

autre chose que statu quo ou repli sur soi.

NE LAISSONS PAS le champ libre aux eurosceptiques de tout bord, proposons aux citoyens d'autres horizons européens ! La gauche française et européenne, dynamisée par l'arrivée au pouvoir de François Hollande, a une responsabilité particulière.

LES SIGNES DE LA RÉORIENTATION de l'action européenne sont perceptibles. Il faut les amplifier dans les mois qui viennent, pour une Europe plus sociale, plus proche des besoins des citoyens : formation, lutte contre le chômage des jeunes, combat contre le dumping social, protection de l'environnement...

À CEUX QUI CRITIQUENT l'Union européenne, comme à ceux qui l'apprécient, à ceux qui soutiennent ses choix comme à ceux qui les récusent, nous donnons rendez-vous : c'est maintenant qu'il faut débattre de l'Europe et dessiner celle que nous voulons.

**\* Tribune cosignée avec :**

**Thierry Repentin**, ministre délégué chargé des Affaires européennes

**Élisabeth Guigou**, présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée

**Antonio Vitorino**, président de l'institut Notre Europe à l'occasion de la conférence

"?Europe?: le débat, c'est maintenant?", organisée lundi à l'Assemblée nationale

**Jacques Delors, Thierry Repentin, Elisabeth Guigou et António Vitorino sur le Huffington Post "Europe le débat c'est maintenant!"**

le 16 Septembre 2013 à 11:41

Article par Jacques Delors, António Vitorino et Elisabeth Guigou



Jacques Delors, T.Repentin, E.Guigou et António Vitorino sur le [Huffington Post](#) lancent le débat européen en vue des élections de mai 2014 en co-signant une tribune "Europe: le débat c'est maintenant" publiée le 1- septembre 2013 dans le cadre de la [conférence](#) du même nom organisée le 16 septembre 2013 à l'Assemblée nationale.

*Cette tribune est signée à l'occasion de la conférence "Europe : le débat c'est maintenant" du 16 septembre 2013 organisée à l'Assemblée nationale par Notre Europe-Institut Jacques Delors, Eurocité et Europartenaires dans le cadre de la campagne pour les élections européennes de 2014. Elle a été publiée ce week-end dans Le Journal du Dimanche, dans une version courte. En version intégrale.*

L'UE est-elle trop ouverte ? Pas assez solidaire, ou trop dispendieuse ? La crise l'a-t-elle rendue trop intrusive ? Trop favorable à l'austérité ? L'UE fait-elle ce qu'il faut pour réguler la finance folle ? Pour lutter contre le chômage, qui frappe durement les jeunes ? Comment devrait-elle mieux préserver l'environnement ? Quel doit être son rôle dans son voisinage et au niveau global ? Ses relations politiques et économiques avec les Etats-Unis ? Comment doit-elle faire face à sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et du Golfe ? L'Europe vieillissante doit-elle se doter d'une politique migratoire commune ? Comment démocratiser l'UE ?...

Voilà quelques uns des enjeux du débat politique ouvert et approfondi devant nous conduire au choix électoral du printemps prochain. Un tel débat doit permettre avant tout d'offrir aux citoyens des orientations et des propositions en phase avec leurs attentes. A cette occasion, l'Europe doit se projeter au-delà de la crise économique et sociale, tout en redéfinissant sa place dans la mondialisation. C'est à cette condition que le rêve européen pourra être "ré-enchanté".

L'UE n'est bien sûr pas responsable de tout, ses compétences et ses pouvoirs sont limités. Elle ne mérite ni les excès d'honneur ni les excès d'indignité dont elle est si souvent l'objet. Mais ses décisions et ses politiques ne tombent pas du ciel : elles découlent de négociations entre institutions européennes et gouvernements nationaux. Les citoyens doivent donner une impulsion, une orientation. Elire nos représentants au Parlement européen est le moyen le plus direct de le faire. C'est une occasion unique à saisir dans un contexte où le pas entre l'euro-

scepticisme, l'euro-indifférence et le rejet pur et simple du projet européen risque à tout moment d'être franchi.

Le rendez-vous du 25 mai 2014 est d'autant plus essentiel qu'il s'agira de choisir entre des conceptions très différentes du projet européen.

D'abord parce que les partis extrémistes entendent faire de ces élections une sorte de référendum pour ou contre l'UE ou l'euro, en tirant parti de la dégradation de l'image de la construction européenne qu'ont engendrée la crise et sa gestion.

Mais aussi, parce que les forces politiques européennes sont appelées à désigner leur candidat à la présidence de la Commission. Cette nomination par le Conseil européen se fera en tenant compte des élections de mai 2014 et devra être approuvée par le Parlement européen. Ces élections vont ainsi permettre de mettre des visages sur les clivages qui structurent la vie politique européenne, en écho aux votes des électeurs. Elles devront aussi conduire à aller au-delà de la vieille opposition "pro/anti Europe", grâce à une confrontation claire entre des visions différentes du fonctionnement, des politiques et de l'avenir de l'UE.

C'est donc aussi sur ce double registre que le débat doit s'engager, pour mettre en exergue les divergences qui séparent les conservateurs, les libéraux, les socio-démocrates, les écologistes et les communistes. A cet égard, les élections porteront logiquement sur le bilan d'une UE largement dominée par les conservateurs et les libéraux au cours des dernières années, aussi bien au Parlement européen qu'à la Commission et au Conseil européen. Elles doivent aussi conduire à départager des programmes alternatifs pour l'UE à l'horizon 2020, afin d'offrir autre chose qu'un dilemme mortifère entre partisans du statu quo et promoteurs du repli sur soi.

Ne laissons pas le champ libre aux eurosceptiques de tout bord, et proposons aux citoyens d'autres horizons européens ! La gauche française et européenne, dynamisée par l'arrivée au pouvoir de François Hollande, a une responsabilité particulière dans cette perspective.

C'est ce qu'elle s'attèle à faire depuis un an, et déjà, les signes de la réorientation de l'action européenne sont perceptibles. Il faut les amplifier dans les mois qui viennent, pour une Europe plus sociale, plus proche des besoins et des aspirations des citoyens (notamment en matière de formation, de lutte contre le chômage des jeunes, de combat contre le dumping social, d'accompagnement des travailleurs détachés ou encore de protection de l'environnement).

A ceux qui critiquent l'UE comme à ceux qui l'apprécient, à ceux qui soutiennent certains de ses choix comme à ceux qui les récusent, nous donnons d'ores et déjà rendez-vous : c'est dès maintenant qu'il faut débattre de l'Europe telle qu'elle est et dessiner celle que nous voulons.

*Thierry Repentin, Ministre délégué chargé des affaires européennes Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne Elizabeth Guigou Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Présidente fondatrice d'Europartenaires, ancienne ministre et Antonio Vitorino, Président de Notre Europe-Institut Jacques Delors, ancien commissaire européen.*

**Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini dans le Huffington Post sur les relations entre l'Allemagne et l'UE**

le 01 Octobre 2013 à 10:30

Article par António Vitorino, Jacques Delors et Yves Bertoncini



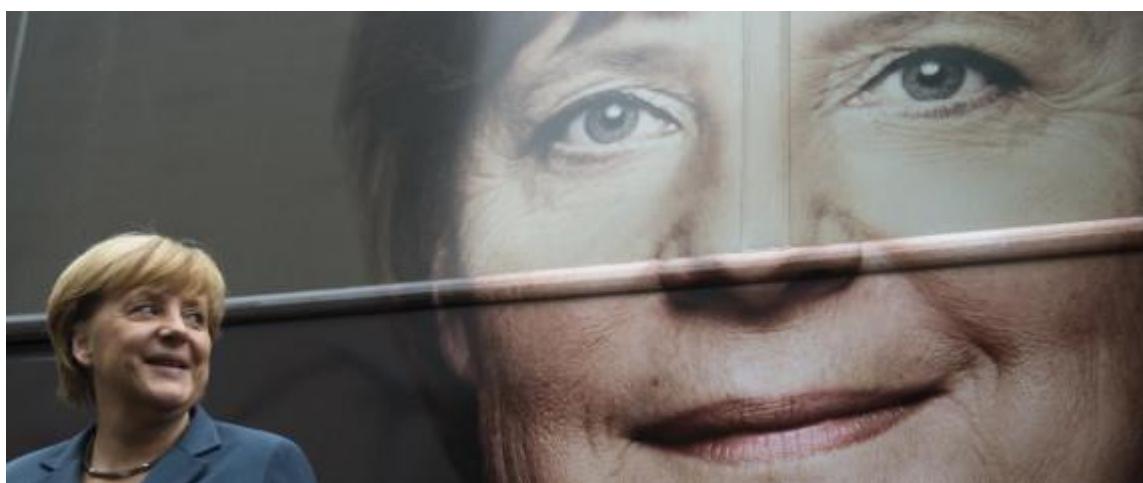
Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini signent dans le Huffington Post un article intitulé "[L'Allemagne et l'UE: nouveau cycle?](#)", publié le 30 septembre 2013.



**Jacques Delors, Antonio Vitorino et Yves Bertoncini**

**L'Allemagne et l'UE: nouveau cycle?**

Publication: 30/09/2013 15h16



*Jacques Delors, Antonio Vitorino et Yves Bertoncini, Président fondateur, Président et Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Le [verdict des élections législatives allemandes du 22 septembre](#) 2013 contribue à clarifier l'horizon politique européen, qu'il semble important d'aborder de manière constructive, sur la base des trois constats complémentaires suivants.

## **1. La nouvelle coalition devrait être plus engagée sur les enjeux européens**

Le résultat des élections allemandes est d'abord un gage de continuité pour la politique européenne de ce pays, puisque le score du parti d'Angela Merkel apporte un soutien populaire aux options qu'elle a défendues lors des Conseils européens de ces dernières années. Il rappelle aussi que le peuple allemand est attaché à l'euro et à l'UE, puisque le nouveau parti eurosceptique "Alternative für Deutschland" n'a obtenu que 4,7% des voix, et le parti d'extrême droite NPD seulement 1%. La nouvelle coalition qu'Angela Merkel est amenée à diriger devrait être plus pro-européenne que la précédente, dès lors que les Libéraux du FDP en sortent et que le SPD est appelé à la rejoindre. Elle devrait aussi être beaucoup plus large, et donc en mesure d'adopter des décisions structurantes, voire de modifier la Loi fondamentale si nécessaire.

### **Lire aussi**

- [Elections allemandes: les différents scénarios et coalitions](#)
- [Malgré son triomphe, Merkel devra composer une coalition](#)

Plus important, au même titre que les autorités françaises, les autorités allemandes ont désormais devant elles 4 années sans élections nationales. Conjuguée au renouvellement mi-2014 des membres du Parlement européen et de la Commission, cette nouvelle donne politique est propice à une réflexion approfondie et à des initiatives ambitieuses s'agissant du fonctionnement et des politiques de l'UE et de la zone euro. Il est à espérer que, forte de sa victoire, Angela Merkel pourra souligner encore plus clairement que les avancées de l'intégration européenne et l'approfondissement de l'UEM servent l'intérêt national de son pays, afin de battre en brèche des stigmatisations et polémiques en rupture avec l'esprit européen.

Il ne faut certes pas en déduire que les nouvelles autorités allemandes vont radicalement changer de politique européenne. D'abord parce qu'Angela Merkel a déjà beaucoup évolué ces dernières années afin d'engager son pays dans des plans de sauvetage, de s'accorder de la politique novatrice de la BCE et d'accepter le principe d'une union bancaire européenne. D'autre part parce que, si elle perdure, la pression moindre des marchés financiers peut leur faire perdre le rôle d'aiguillon qu'ils ont joué au plus fort de la crise de la zone euro. Il semble néanmoins possible que la politique européenne de l'Allemagne connaisse des inflexions importantes, surtout si ses partenaires appréhendent mieux ce que sont ses attentes et ses intérêts, y compris à la lumière des récentes élections.

## **2 - La position de force des autorités allemandes doit être mieux appréhendée**

Il est souvent souligné que la victoire d'Angela Merkel va conforter la position de force qu'occupent actuellement les autorités allemandes : au-delà de la taille de ce pays (plus de 20% du PIB de l'UE) et de ses capacités de prêt aux Etats en difficulté, une telle position de force découle de ses meilleures performances en matière de croissance (près de 1,5% en 2013)

et de chômage (5% environ). Elle provient aussi du rôle clé qu'il joue dans la réponse européenne au défi central de la période, la crise de la zone euro - alors que l'Allemagne est par exemple beaucoup plus en retrait sur le front des interventions militaires.

Cette position de force de l'Allemagne sur le registre économique et social renvoie aussi et surtout à la faiblesse des autres Etats membres, parmi lesquels les "pays sous programmes", l'Italie, mais également la France. C'est parce que les autorités françaises continueront à œuvrer pour améliorer les performances de leur pays en matière de croissance et d'emplois qu'elles retrouveront une influence comparable à celle de l'Allemagne sur ces enjeux, et que l'UE toute entière pourra bénéficier d'une entente franco-allemande plus équilibrée.

L'avènement d'un nouveau cycle politique européen passe cependant aussi par une meilleure prise en compte des inquiétudes de l'Allemagne, souvent sous-estimées par ses partenaires. Sans doute connaissent-ils bien les inhibitions liées au poids de l'histoire de ce pays, même si c'est parfois pour les brocarder, et dont découle son rejet de l'hégémonie. Mais prennent-ils suffisamment la mesure des inquiétudes nées de la perte de confiance générée par les dérives budgétaires et économiques de nombre d'Etats membres depuis le lancement de l'euro, et qui portent désormais sur leur capacité réelle à les corriger dans la durée ? Appréhendent-ils comme il se doit les craintes suscitées par les conséquences de la sortie du nucléaire et de la transition énergétique sur la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des consommateurs ? Mesurent-ils bien l'angoisse liée à l'évolution démographique de l'Allemagne et à ses aptitudes à maintenir son dynamisme productif et à financer ses dépenses de protection sociale et d'investissement ?

### **3 - Les autorités allemandes et européennes pourraient contribuer à plusieurs avancées pour l'UE**

L'avènement d'une nouvelle coalition à Berlin et une meilleure prise en compte européenne des forces et des faiblesses de l'Allemagne sont de nature à créer les conditions favorables à de nouvelles avancées pour l'UE.

D'abord via un ajustement de l'équilibre rigueur-croissance mis en place pour faire face à la crise, et qui a conduit à des politiques d'austérité trop drastiques. Les douloureux efforts engagés par les pays sous programmes et le surcroît de sérieux budgétaire de la plupart des pays de la zone euro semblent désormais suffisamment tangibles pour justifier de mettre davantage l'accent sur le soutien de la croissance, au bénéfice même de l'Allemagne. Cela devrait conduire à de nouvelles dépenses d'investissement, aussi bien au niveau national qu'au niveau communautaire, par exemple en matière de formation des jeunes. La campagne électorale récente et l'avènement d'un Bundestag majoritairement à gauche devraient par ailleurs déboucher sur la généralisation à toutes les branches et à toutes les régions du principe d'un salaire minimum : outre ses vertus sociales, elle soutiendra utilement la demande domestique tout en atténuant les critiques dénonçant la concurrence salariale déloyale pratiquée par les entreprises allemandes dans certains secteurs.

De nouveaux progrès devraient aussi intervenir pour la zone euro, conformément aux orientations du document pour la stabilité et la croissance adopté par Angela Merkel et François Hollande le 30 mai 2013. Réalisation d'une union bancaire complète, qui constituera un authentique "saut fédéral" ; coordination accrue des politiques économiques et fiscales, y

compris sur la base d'arrangements contractuels ; renforcement de la dimension sociale de l'UEM, notamment pour favoriser la mobilité des travailleurs ; amélioration de la gouvernance de la zone euro, qui a vocation à reposer sur des organes spécifiques.

De nouvelles avancées pourraient enfin intervenir dans le domaine énergétique. En annonçant sa sortie du nucléaire, l'Allemagne s'est engagée dans une transition énergétique que conduisent également les autres pays de l'UE. Voilà un défi européen à relever en commun à l'horizon 2020, notamment s'agissant de l'essor des énergies renouvelables : cela suppose notamment davantage d'investissements dans des infrastructures d'intérêt commun et la mise en place de mix énergétiques complémentaires, dans la perspective d'une authentique "Communauté européenne de l'énergie".

Il est somme toute positif que les élections allemandes aient captivé le reste de l'Europe : c'est bien parce que l'Allemagne et ses partenaires se sentiront partie prenante d'une même communauté de destin, notamment symbolisée par l'union monétaire, que l'Union européenne pourra entrer résolument dans un nouveau cycle politique, économique et social.

**Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini sur Euractiv.com "Germany and the EU: a new cycle?"**

le 01 Octobre 2013 à 10:39

Article par Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini



Jacques Delors, António Vitorino et Yves Bertoncini signent sur Euractiv.com une tribune "["Germany and the EU: a new cycle?"](#)" publiée le 30 septembre 2013.

Germany and the EU: a new cycle?

**A new coalition in Germany may revamp its EU policy towards more commitment. The country's partners will have to get a better grasp of its concerns, but the new constellation can foster further progress in Europe, write Jacques Delors, Antonio Vitorino and Yves Bertoncini.**

*Jacques Delors is founding president, Antonio Vitorino is president and Yves Bertoncini is director of the Paris-based Notre Europe - Jacques Delors Institute think tank.*

The verdict of the general election in Germany on 22 September 2013 helps to clarify Europe's political future, which it seems important to address in a constructive manner on the basis of the following three complementary observations.

**The new coalition is likely to be more committed to European issues**

First of all, the result of the election in Germany guarantees continuity in the country's European policy because the score achieved by Angela Merkel's party brings strong grass-roots support to the positions that she has been adopting at European Council meetings over the past few years. It also reminds us that the German people are attached to the euro and to the EU, because the new Euroskeptic "Alternative für Deutschland" party garnered only 4.7% of the vote and the far-right NDP party only 1%. The new coalition that Angela Merkel is going to be putting together looks set to be more pro-European than the previous one because the FDP's Liberals are leaving it and the SPD has little option but to join. It should also be a great deal broader, thus in a position to adopt structural decisions, or even to change the Basic Law if necessary.

More importantly, just like the French authorities, so the German authorities, too, now have four full years ahead of them without any national election in their path. Taken together with the renewal of the European Parliament and Commission in mid-2014, this new political situation is favourable to an in-depth debate and to ambitious initiatives as regards both the functioning and the policies of the EU and of the euro zone. It is to be hoped that, relying on the strength accruing to her from her victory, Angela Merkel will be able to make it even clearer that moving forward with European integration and deepening the EMU are in her country's national interest, so as to put paid to all the stigmatisation and bickering in contradiction with the European spirit.

We certainly should not deduce from all of this that Germany's new government is likely to radically alter its European policy. This, first and foremost, because Angela Merkel has already made a substantial effort to commit her country to aid plans, to tailor her stance to the ECB's innovative policy and to accept the principle of a European banking union. And second, because if the drop in pressure from the financial markets continues, it can cause those markets to lose the linchpin role they played in the recent past. Yet it seems possible that Germany's European policy may undergo a real revamp, especially if the country's partners get a better grasp of its expectations and interests, also in the light of the recent election.

### **The German authorities' position of strength must be better grasped**

People often stress that Angela Merkel's election win has bolstered the position of strength that the German authorities currently occupy: above and beyond the size of the country (over 20% of the EU's overall GDP) and of its capacity for lending to countries in difficulty, this position of strength is due also to its better performance in terms of growth (almost 1.5% in 2013) and of unemployment (roughly 5%). It is due also to the key role that it plays in the European response to what is currently the most important challenge facing us, namely the crisis in the euro zone - while in the field of military intervention, for instance, Germany is rather in a back-row seat.

But most of all, this position of strength in the economic and social spheres mirrors the weakness of the other member states, including those "under aid programmes" and Italy, but also France. Only if the French authorities continue to work to improve their country's performance in the fields of growth and employment will they regain an influence over these issues comparable to that wielded by Germany, and will the EU as a whole benefit from a more balanced Franco-German entente.

Yet the start of a new political cycle in Europe also demands that Germany's partners acquire a better understanding of the country's concerns, which they frequently underestimate. They are unquestionably familiar with the inhibitions linked to the burden of the country's history - even if it is sometimes only to poke fun at those inhibitions - which account for its rejection of a hegemonic position. But are they sufficiently aware of the concerns spawned by the loss of confidence caused by the budgetary and economic drifting which has affected a large number of member states since the euro was first launched, loss of confidence which now concerns their real ability to correct their positions in the longer term? Sufficiently aware of the fears sparked by the impact of the nuclear phase-out plan and the consequent energy transition on businesses' competitiveness and on consumer purchasing power? Sufficiently aware of the angst caused by demographic developments in Germany and then over its ability to maintain its industrial dynamism and to fund its spending on social welfare and on investment?

### **The German and European authorities could help the EU to progress in several areas**

The advent of a new coalition in Berlin and greater awareness in Europe of Germany's strengths and weaknesses are liable to foster the right conditions for further progress on the EU's part.

First and foremost by adjusting the balance between stringency and growth initially adopted to tackle the crisis, but which has led to excessively drastic austerity policies. The painful efforts made by those countries under aid programmes and an increase in budgetary discipline in a large majority of the euro zone countries seem at this juncture to be sufficiently tangible to justify shifting the stress a little more towards support for growth, a move from which Germany itself would benefit. This should lead to new spending on investment both at the national and at the EU level, for instance in the field of youth training. Also, the recent election campaign and the formation of a left-leaning Bundestag should lead to the adoption of the minimum wage principle in every job sector and in every region. In addition to its social virtues, this will also help to boost domestic demand while toning down the criticism of unfair salary competition levelled by German businesses in certain areas.

Further progress is also likely to occur in the euro zone on the basis of the guidelines contained in the document on stability and growth adopted by Angela Merkel and François Hollande on 30 May 2013, namely: the implementation of a complete banking union, which

will mark a truly "federal leap" forward; greater coordination in the field of economic and fiscal policy, including on the basis of contractual arrangements; a strengthening of the social dimension of the EMU, particularly in order to facilitate worker mobility; and an improvement in the governance of the euro zone, which should rely on specific bodies.

And lastly, we may also be seeing further progress in the energy sphere. In announcing its nuclear phase-out plan, Germany has embarked on an energy transition that is also being undertaken by the other countries in the EU. It is a European challenge that needs to be addressed in common as we look ahead to 2020, especially with regard to the development of renewable energy. In particular, it is going to demand increased investment in infrastructures of common interest and the adoption of complementary energy mixes with a view to forging a fully-fledged "European energy community".

All in all, it is a good thing that the German election should have aroused so much interest in the rest of Europe : it's indeed because Germany and its partners will feel that they are active players in single destiny, embodied in particular in the single currency, that the EU will be able to move forward with determination in a new political, economic and social cycle.

**Jacques Delors, Antonio Vitorino  
and Yves Bertoncini**  
*Founding President, President and Director  
Notre Europe - Jacques Delors Institute*

**Jacques Delors évoque la crise européenne sur France Inter**

le 14 Octobre 2013 à 12:00  
Entretien par Jacques Delors



Jacques Delors, notre président fondateur, était l'invité de Patrick Cohen, vendredi 11 octobre, de 8h20 à 8h30, sur France Inter pour évoquer la crise des institutions européennes et de la zone euro.

**Jacques Delors dans Ouest France "L'Europe? La renaissance ou le déclin"**

le 14 Octobre 2013 à 12:23  
Entretien par Jacques Delors



Jacques Delors a accordé un [grand entretien](#) à Ouest France "L'Europe ? La renaissance ou le déclin" le jeudi 10 octobre 2013.

**10 octobre 2013**

L'Europe ? "La renaissance ou le déclin" - Entretien avec Jacques Delors



A quelques mois des élections européennes, le débat politique semble pris dans une curieuse alternative. Entre ceux qui ne veulent pas d'Europe et ceux qui ne veulent pas de "cette" Europe. Une alternative qui inquiète beaucoup les responsables politiques, tant la poussée des mouvements extrémistes (en Autriche dernièrement) s'affirme de mois en mois. Jacques Delors, ancien président de la Commission, est l'un des grands parrains du Forum International qui s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles, organisé par [Le Nouvel Observateur](#). Il nous dit son amertume devant certains rendez-vous manqués par l'Union européenne. Sa conviction intacte, aussi, que le choix est désormais "entre la renaissance ou le déclin". Entretien.

(crédit photo - Ouest-France Daniel Fouray)



**RÉINVENTER L'EUROPE** Vous ouvrez ce soir à Bruxelles les « journées de l'Europe » avec pour commencer cette question : « qu'est ce qui n'a pas marché » ?

Je dirai que l'air du temps n'est pas bon, il y a des périodes comme cela. La périodeL'Europe est marquée par l'individualisme croissant, le manque de goût pour les affaires collectives. La première raison est la mondialisation. Pour y faire face, il y a une tentation de repli sur soi, individuelle et collective, et un appel plus grand aux Etats nationaux qui, pour des raisons électorales, n'y sont pas insensibles ! Et la deuxième raison, c'est la crise financière internationale qui a montré la fragilité de l'union économique et monétaire que je critique depuis 1997. On a fragilisé l'édifice en n'associant pas union économique et union monétaire. En disant cela, je ne fais que reprendre les propos de Mme Merkel dans sa campagne électorale !

**Dans la gestion de la crise, on a assisté à une reprise en main des chefs d'Etat et de gouvernement alors que la Commission aurait pu prendre des initiatives...**

Il y a un problème institutionnel mais je ne pense pas qu'il faille faire remonter tous nos ennuis à cette question. Avec les effets de la mondialisation et le changement dans les rapports de force, l'Europe est devant un dilemme : soit la renaissance, soit le déclin. Or je ne crois pas que nos dirigeants aient le sentiment aujourd'hui d'être sur le même bateau et au même degré d'urgence.



**Les prochaines élections européennes risquent d'être un référendum pour ou contre l'Europe ?**

On peut avoir des craintes légitimes compte tenu de l'évolution dans les Etats membres non seulement chez les partis anti européens classiques, d'extrême droite ou d'extrême gauche, mais aussi chez les gouvernements eux-mêmes qui ont la tentation du repli sur soi et du nationalisme. Et je ne parle pas simplement des Anglais. C'est pourquoi la situation est très grave. Il faut redonner une vision historique à l'Europe des Vingt-huit.

**Si vous aviez été encore président de la Commission pendant cette crise, quelle initiative forte auriez-vous pris ?**

Comme ancien président de la Commission, je m'insurge quand j'entends dire que tout cela serait de la faute de la Commission. Ce n'est pas vrai ! J'ai un sentiment de solidarité avec les commissaires. Le point essentiel est que l'Europe, face à des défis formidables, va perdre de son influence dans le monde, non seulement aux dépens de sa politique extérieure, mais aussi de son niveau de vie.

## **La création de l'euro était censée ancrer le sentiment d'appartenance à une même communauté. Aujourd'hui, beaucoup pensent avoir été perdants dans l'affaire. Peuvent-ils se tromper à ce point ?**

La grande erreur de la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix a été d'oublier que dans l'esprit de ses concepteurs, l'Union économique et monétaire devait marcher sur ses deux jambes, l'économique et le monétaire. Les critères monétaires l'ont emporté et on ne s'est pas rendu compte qu'avec ces critères de telles règles, on créait une zone où les pays les moins compétitifs ne s'en sortiraient pas. Et encore plus lorsqu'ils faisaient des bêtises. Toutes les institutions européennes ont vécu avec cette obsession du pacte de stabilité auquel on a ajouté, hypocritement, le mot croissance pour faire plaisir au président français de l'époque. Cela a marché jusqu'à ce que la crise fasse apparaître la fragilité du système. Nous n'avons pas encore réussi à concevoir un système conciliant responsabilité nationale et responsabilité européenne, c'est à dire l'exercice en commun d'une partie de la souveraineté.

## **Quand François Hollande dit qu'il a réorienté l'Europe vers la croissance, il se fait des illusions ?**

Il a tenté de le faire à un conseil européen mais il n'est pas le seul à décider. On ne voit pas encore de traces marquantes de ce pacte pour la croissance. En revanche, les dirigeants ont adopté pour l'Union un budget pluriannuel aux antipodes de ce qu'il faudrait pour une relance raisonnable. Cela a été pour moi la plus grande déception comme citoyen européen de voir ce budget adopté avec bien entendu l'appui de ceux qui ont, politiquement parlant, un pied en dehors de l'Union, les Anglais !

## **Au pire moment de la crise on attendait un saut qualitatif pour plus d'Europe. Le précipice s'éloignant, ces progrès attendus risquent d'apparaître moins urgents !**

Le salut pour chaque pays viendra des efforts nationaux, mais ces efforts devraient être appuyés par des actions européennes qui montrent que l'Europe est là. Or l'Europe est un instituteur sévère mais il n'accompagne pas ses élèves. Si je dois m'exprimer dans la campagne européenne, j'aurai beaucoup d'arguments pour dire que l'Europe est absolument nécessaire vitale pour nos pays mais je n'aurai pas d'exemples assez concrets pour dire que l'Europe se serre les coudes, donne les moyens de compenser, par des actions de relance, les nécessaires politiques nationales de rigueur.

## **Le débat sur les Roms occupe l'agenda de façon disproportionnée et fait les affaires du Front national. Qu'est ce qui peut ramener le débat sur les fondamentaux avant les élections municipales et européennes ?**

Il faudrait que le gouvernement français commence par parler d'une seule voix sur cette question. Les citoyens y verront plus clairs. Pour le reste nous devons défendre avec acharnement les principes de la République mais lorsqu'il y a des problèmes concrets d'insécurité ou de santé, il faut agir. On peut aussi par exemple se tourner vers d'autres pays, la Roumanie ou la Bulgarie, pour leur demander s'ils font vraiment leur devoir. Et renforcer les instruments d'une politique commune.

## **N'est-ce pas la liberté de circulation en Europe qui est en cause ?**

La liberté de circulation, ce n'est pas la liberté de s'installer où on veut en faisant n'importe quoi. La liberté d'établissement c'est une chose la possibilité de travailler dans l'Union Européenne., mais quelqu'un qui va dans un pays et continue à y vivre sans avoir de

ressources, ce n'est pas dans les principes de morale républicaine et citoyenne. Même si au total le cœur doit l'emporter sur le froid réalisme.

### **N'a-t-on pas été trop vite dans l'élargissement de l'Union depuis 2004 ?**

Quand l'élargissement a été décidé, la France et sa classe politique étaient réticentes. Elle l'a trop montré. Mais quand certains disaient qu'il fallait prendre notre temps et exiger certaines conditions, ils avaient raison. Aujourd'hui c'est fait. Et tout ne va pas mal en Europe. L'espérance de pays comme l'Ukraine d'en être un jour, cela a un sens. L'Europe a encore un capital moral or elle le cache au lieu de montrer à tous ses citoyens une vision d'une Europe ouverte mais plus puissante, plus influente dans les problèmes de l'Eest mais aussi dans ceux du Moyen Orient. Une Europe plus ferme aussi vis à vis de la Russie plutôt que d'aller chacun de son côté faire la cour à Poutine pour avoir du gaz !

### **Pour la Grèce, on aurait attendu de l'Europe une initiative pour compenser le régime très dur imposé par la « troïka » BCE, FMI, Commission ?**

Quand un gouvernement fait des bêtises, le peuple trinque. C'est historique. C'est l'Union européenne qui a sauvé la Grèce de la faillite financière. Le peuple ne s'en rend pas compte parce qu'on lui demande des sacrifices, non pas pour la beauté du FMI ou de la troïka, mais parce que cela ne pouvait pas durer comme cela. Mais il a manqué hélas le geste positif pour en même temps redonner aux Grecs les moyens de refaire de la croissance saine. Certains de nos représentants se plaisaient trop dans le rôle de père fouettard.

### **Les dirigeants nous disent qu'on est sorti de la crise. C'est aussi votre opinion ?**

Sur le plan international, on ne peut pas dire cela. Il y a la division aux Etats-Unis entre républicains et démocrates qui peut avoir des conséquences sérieuses sur l'ensemble de l'économie ; il y a la politique de la réserve fédérale qui a inondé les économies de liquidités, mais cette augmentation de la masse monétaire a aussi eu des conséquences sur les autres pays. Le monde reste instable, et cela dépasse la France.

### **« Réinventer l'Europe » c'est le thème des journées de Bruxelles. Comment ?**

Premièrement, il faut lui redonner une vision pour ce que j'appelle la grande Europe (à 28), deuxièmement, consolider sur le plan politique et institutionnelle la zone euro, et troisièmement, redonner de la clarté aux pouvoirs européens pour que l'on sache qui fait quoi et que l'on choisisse entre le modèle intergouvernemental et le modèle communautaire,, parce que le mélange des deux est détestable. Et surtout, pour que l'Europe existe, il faut que lorsqu'elle prend une décision, celle-ci soit exécutée dans les semaines suivantes. Ce n'est pas le cas.

### **On pourra faire l'économie de nouveau traité ?**

Il faut l'espérer. On peut s'en sortir avec les possibilités que donne le présent contrat de mariage. Mais on aura peut-être le jour le problème si les Anglais font un référendum et qu'ils demandent auparavant que soit revue avant à revoir la répartition des pouvoirs entre l'Union et les Etats membres. Aujourd'hui la Grande-Bretagne, c'est un gros frein dans une Europe qui a un petit moteur !

## Jacques Delors sur la RTBF "Mon candidat pour la Commission ? Pascal Lamy"

le 15 Octobre 2013 à 11:21  
Emission par Jacques Delors



Jacques Delors est l'invité du [Grand Oral](#) sur la RTBF samedi 12 octobre dans le cadre des journées de Bruxelles et il y déclare "Mon candidat pour la Commission ? Pascal Lamy"

Extraits:

Trois jours pour réinventer l'Europe: c'est ce qui a poussé, encore ce samedi jusque 17h, plus de 6000 personnes à se ruer vers Bozar pour participer aux débats multiples, rencontrer et interpeller des intervenants prestigieux, polémiques, culturels ou politiques. Ce rendez vous organisé par le "Nouvel Observateur" en lien étroit avec Le Soir, De Standaard et la RTBF était placé sous le patronage de Jacques Delors. Il était l'invité du Grand Oral, sur La Première, ce samedi.

L'ex-président de la Commission européenne est un mythe, devenu aussi l'incarnation de cette Europe dont beaucoup sont orphelins. Jeudi soir, lorsqu'il est entré devant 2000 personnes sur la scène de la salle Henri Le Boeuf, l'applaudimat était impressionnant. Le public veut lui dire qu'il l'aime, c'est une évidence. Lorsqu'on lui fait part de cette remarque, il sourit et nous confie que lorsqu'il se promène dans les rues de Bruxelles - une ville (et un pays) qu'il adore - il est arrêté tous les deux mètres par des gens qui veulent le saluer, lui dire leur affection.

"*Il faut rappeler Jacques Delors*", lançait avec force Guy Verhofstadt vendredi soir, à ses co-débatteurs et ex premiers ministres comme lui, italien et espagnol, MM.Monti et Zapatero. Revenir? Vous le découvrirez à l'écoute du Grand oral, Jacques Delors ne dirait pas non, bien au contraire, si son âge (88 ans), ne l'en empêchait pas. A défaut d'y aller lui, il donne le nom de son candidat préféré: Pascal Lamy, qui fut son collaborateur et termine son mandat de directeur de l'Organisation Mondiale du Commerce. Lorsque nous lui dévoilons le choix de Delors, Pascal Lamy nous répond, vendredi dans les couloirs du colloque, avec un léger sourire: "*Il y a un lien filial entre lui et moi...*"

**Jacques Delors sur RFI**  
**"Il n'y a pas de remède-miracle pour l'immigration vers l'UE"**  
le 15 Octobre 2013 à 17:55  
Emission par Jacques Delors



**Jacques Delors**  
**(00:46)**

Ancien président de la Commission européenne, actuel président de l'organisation Notre Europe

Jacques Delors, notre président fondateur, a accordé un entretien à RFI à Bruxelles sur l'immigration vers l'UE le vendredi 11 octobre 2013.

Le Parlement européen a donné hier son aval à la mise en place en décembre d'Eurosur, un système de surveillance qui permettra aux Etats de partager en temps quasi réel images et informations sur la situation aux frontières extérieures de l'UE.

L'ancien président de la Commission européenne et président fondateur de l'organisation Notre Europe, Jacques Delors, à Bruxelles dans le cadre d'une conférence intitulée «Réinventer l'Europe», est revenu sur la politique européenne d'immigration. Pour lui, il faut notamment revoir à la hausse les moyens alloués à l'agence européenne de contrôle aux frontières (Frontex).

**Jacques Delors et Pascal Lamy sur Euronews analysent la situation européenne**

le 17 Octobre 2013 à 12:02  
Emission par Jacques Delors et Pascal Lamy



Jacques Delors, Président fondateur et Pascal Lamy, Président d'honneur, sont interrogés dans un [reportage](#) d'Euronews faisant état des journées de Bruxelles organisées par le Nouvel Observateur, ils y analysent la situation européenne.

**Notre Citizen web dialogue avec Jacques Delors dans un réportage de la télévision portugaise " SIC Notícias "**

le 05 Novembre 2013 à 10:56

Emission par Jacques Delors et Nicolò Conti



Nicolo Conti, responsable de la communication online à Notre Europe - Institut Jacques Delors, répond aux questions de la télévision portugaise au sujet du [Citizen Web dialogue avec notre Président fondateur Jacques Delors](#) réalisé le 20 octobre 2013.

**Jacques Delors et Sofia Fernandes plaident pour une dimension sociale de l'UEM dans le Huffington Post**

le 06 Novembre 2013 à 12:25

Article par Jacques Delors et Sofia Fernandes



Jacques Delors, notre président fondateur et Sofia Fernandes, chercheur senior sur les questions économiques et sociales, plaident dans le [Huffington Post](#) pour une dimension sociale de l'UEM.



**Jacques Delors et Sofia Fernandes**

**Doter l'union économique et monétaire d'une dimension sociale**

Publication: 05/11/2013 06h58

*Billet également publié sur [www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu)*

La crise actuelle et les politiques d'austérité qui l'accompagnent ont de fortes conséquences sociales négatives, en particulier dans les pays de la périphérie de la zone euro. Face à ce constat, les chefs d'Etat et gouvernement travaillent actuellement à la définition d'une "dimension sociale pour l'UEM", nécessaire à plusieurs titres : non seulement pour compenser les effets de la crise, mais aussi pour limiter l'impact négatif de l'appartenance à la monnaie commune sur les Etats providence nationaux, garantir un meilleur fonctionnement de la zone euro et réconcilier les citoyens avec le projet européen.

**Une dimension sociale fondée sur le parachèvement de l'UEM et le respect des compétences nationales**

Une condition préalable pour prendre en compte la dimension sociale est de compléter l'UEM avec ses quatre piliers - économique, budgétaire, bancaire et politique. Il faut résoudre les fragilités de l'UEM, dont le déséquilibre entre la coopération économique et monétaire, ainsi que le cercle vicieux entre crise bancaire et crise souveraine, afin d'avoir une zone monétaire commune porteuse de croissance et génératrice d'emplois, deux conditions essentielles pour la prospérité et le bien être des citoyens. Le pilier de coopération économique au sein de la zone euro (avec ses instruments propres pour renforcer la cohésion de l'ensemble) est indispensable pour permettre à tout les pays membres d'atteindre un niveau satisfaisant de compétitivité.

De plus, il convient de garder à l'esprit que les politiques sociales et de l'emploi relèvent avant tout de l'échelon national et que les États membres sont peu enclins à transférer leurs compétences dans ces domaines à l'échelon européen. Il n'est ainsi pas réaliste - ni souhaitable, compte tenu des différences entre les modèles sociaux nationaux - de compter sur un transfert massif de prérogatives ou de pouvoirs au profit de l'UE ou de l'UEM.

Une dimension sociale pour limiter l'impact négatif de l'appartenance à la monnaie commune sur les Etats providence nationaux

**La promotion d'une dimension sociale de l'UEM est nécessaire pour limiter l'impact potentiellement négatif de l'appartenance à la monnaie commune sur les Etats providence nationaux, qui se manifeste de deux manières**

D'une part, les Etats membres de la zone euro ne peuvent plus avoir recours à une dévaluation de leur monnaie pour répondre à un choc conjoncturel et, devant également procéder à des restrictions budgétaires, ils doivent s'engager dans un processus de dévaluation interne douloureux, qui a un coût social important. Aujourd'hui ce sont les pays de la périphérie qui souffrent de cette fragilité de l'UEM, mais tous les Etats membres de la zone euro y sont exposés. Ils ont adopté des mesures visant à faire face aux conséquences de cette fragilité, notamment l'"Initiative pour l'emploi des jeunes", qui prévoit six milliards d'euros pour aider les autorités nationales à lutter contre le chômage des jeunes. Il est maintenant temps de doter la zone euro d'un instrument permettant de limiter l'effort d'ajustement des pays en cas de choc conjoncturel important. A cette fin, l'UEM doit se doter d'un mécanisme de stabilisation macroéconomique, comme l'a récemment proposé NE-IJD.

D'autre part, étant donné qu'il y a une plus forte intégration économique au sein de la zone euro, et que certains pays sont actuellement contraints d'abaisser leurs standards sociaux au nom de l'assainissement budgétaire, il y a également un risque accru de concurrence sociale entre des économies partageant la même monnaie. Afin d'éviter un nivellement par le bas, il faut définir des standards sociaux minimaux au niveau de l'UEM : la déclaration franco-allemande du 30 mai 2013 fait un pas dans ce sens, en proposant d'envisager la mise en place de salaires minima dans les pays de l'UEM.

La Commission européenne a présenté le 2 octobre dernier une Communication sur la dimension sociale de l'UEM qui apporte des éléments positifs, mais n'est pas assez ambitieuse pour apporter des réponses à ces deux problèmes. La Commission défend certes le principe de l'établissement d'un mécanisme d'absorption des chocs, mais en souligne les difficultés juridiques en l'inscrivant dans le long terme. Et toute référence à des standards sociaux communs est absente de la Communication.

## **Une dimension sociale pour un meilleur fonctionnement de l'UEM**

La promotion d'une dimension sociale de l'UEM - au-delà des bénéfices individuels pour chaque Etat membre et ses citoyens - serait également une avancée majeure pour la zone euro dans son ensemble, dès lors qu'elle contribuerait à son bon fonctionnement.

Avant tout, une meilleure coordination et surveillance des politiques sociales et de l'emploi, dans le respect des prérogatives nationales, favoriserait la convergence entre les Etats membres qui partagent la même monnaie. En effet, les déséquilibres sociaux - outre leur impact sur le bien-être de la population - pèsent sur la performance économique et la stabilité politique des Etats et doivent donc être décelés. Dans ce contexte, les propositions de la Commission d'inclure dans le semestre européen un nouveau "tableau de bord social" ainsi que l'intégration d'indicateurs sociaux et d'emploi dans le mécanisme d'alerte utilisé pour détecter les déséquilibres macroéconomiques, représentent une avancée dans la bonne direction.

Malgré une meilleure surveillance des déséquilibres macroéconomiques et sociaux, les divergences conjoncturelles peuvent être limitées, mais non éliminées. C'est pour cette raison que les pays de la zone euro doivent renforcer les mécanismes d'ajustement aux chocs conjoncturels. Au-delà d'un nouveau mécanisme de stabilisation macroéconomique que nous avons déjà mentionné, la mobilité des travailleurs - en tant que mécanisme d'ajustement par le marché - doit être renforcée et améliorée. La Communication de la Commission prend en considération cet enjeu en proposant un ensemble d'initiatives visant à réduire les différentes barrières à la libre circulation, à travers notamment un renforcement de la portabilité des droits. Si des avancées dans ce domaine s'avèrent difficiles à atteindre au niveau des 28, les pays de la zone euro doivent avancer par la voie de coopérations renforcées.

## **Une dimension sociale transversale qui est un moteur et non un frein de l'Europe Sociale à 28**

Si le renforcement de la dimension sociale de l'UEM est évidemment le bienvenu, il ne faudrait pas qu'il constitue un ensemble limité d'initiatives qui formerait une espèce de "cinquième pilier" de l'UEM : cette dimension sociale doit au contraire être transversale, les préoccupations sociales doivent être au cœur de la gouvernance économique européenne. Nous avons déjà dans les traités une clause sociale horizontale qui enjoint aux promoteurs de toutes les politiques et initiatives de l'UE de tenir compte de leur impact social. Cette clause doit être mieux prise en considération dans l'action européenne qu'elle ne l'a été au cours des dernières années. De plus, le rôle des partenaires sociaux - européens et nationaux - doit être renforcé, notamment dans le cadre du semestre européen.

Bien sûr, dans tout ce débat sur la dimension sociale de l'UEM, il ne faut pas oublier la grande Europe. L'achèvement du marché unique doit en effet reposer sur un compromis conciliant habilement libertés économiques et droits sociaux, tel que souligné dans le Rapport Monti de 2010. Les pays de la zone euro doivent prendre les rênes de la consolidation de l'Europe sociale, mais la participation des pays non membres de la zone euro doit être encouragée. Les initiatives sociales entreprises au niveau des 17 doivent ainsi constituer un moteur et non un frein à l'approfondissement de l'Europe sociale à 28.

L'ensemble de ces avancées sociales donnera au processus d'intégration européenne un plus grand soutien des opinions publiques et contribuera à reconstruire une légitimité en déclin. Au Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013 de jouer !

## **Em frente pelas eleições europeias de 2014!": la déclaration finale de notre CEO 2013 dans Publico**

le 09 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

### **Texte intégral**



La déclaration finale de notre Comité Européen d'Orientation, adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal portugais *Público* le 8 décembre 2013 sous le titre: "Em frente pelas eleições europeias de 2014!".

**"En avant pour les élections européennes 2014!": la déclaration finale de notre CEO  
2013 dans le Temps**

le 09 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors,  
Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

[Texte intégral](#)

# LE TEMPS

La déclaration adoptée à l'issue des débats de notre Comité Européen d'Orientation du 30 novembre 2013 a été publiée dans le quotidien suisse Le Temps le 6 décembre 2013 sous le titre : " [En avant pour les élections européennes 2014 !](#) ".

**"Élections européennes: en avant, toute ! ": la déclaration finale de notre CEO 2013 dans le Figaro:**

le 09 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

**Texte intégral**



La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation ([CEO](#)) adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le Figaro le 6 décembre 2013 sous le titre: " Élections européennes: en avant, toute ! ".

**"Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους " la déclaration finale de notre CEO 2013 dans To Vima**

le 12 Décembre 2013 à 11:50

Article par Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Yves Bertoncini et Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee

**Texte intégral**



La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation ([CEO](#)) adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal grec le 12 décembre 2013 sous le titre: "["Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους"](#)".

**"La sfida della grande Europa", la déclaration finale de notre CEO 2013 dans la Repubblica**

le 20 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

[Texte intégral](#)

# la Repubblica

La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation, adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal italien le 20 décembre 2013 sous le titre: "LA SFIDA DELLA GRANDE EUROPA"

**"Por una gran Europa", la déclaration finale de notre CEO 2013 dans la Razon**

le 08 Janvier 2014 à 16:54

Article par Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Yves Bertoncini et Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee



La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation, adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal espagnol La Razón le 20 décembre 2013 sous le titre: "["Por una gran Europa"](#)



*Notre Europe - Institut Jacques Delors* est le think tank européen fondé par [Jacques Delors](#) en 1996. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.

Nous diffusons de nombreuses [publications](#) (Tribunes, *Policy Papers*, Études & Rapports, Synthèses), organisons et participons à des [séminaires et conférences](#) partout en Europe et intervenons régulièrement dans les [médias européens](#), par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « [Charte](#) ». Ils sont mis en œuvre à partir de [trois axes principaux](#) : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale.

*Notre Europe - Institut Jacques Delors* est aujourd'hui présidé par [António Vitorino](#), ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, qui a succédé à [Tommaso Padoa-Schioppa](#), à [Pascal Lamy](#) et à Jacques Delors. Notre directeur, [Yves Bertoncini](#), anime une [équipe internationale](#) composée d'une quinzaine de membres.

Les instances de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* sont composées de hautes personnalités européennes. Notre [Conseil des garants](#) assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre [Conseil d'administration](#) est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre [Comité européen d'orientation](#) se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre [site](#) et via les réseaux sociaux. Nous agissons en pleine indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Avec le soutien de :



19 rue de Milan, F - 75009 Paris  
Pariser Platz 6, D - 10117 Berlin  
[info@notre-europe.eu](mailto:info@notre-europe.eu)  
[www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu)

